



Activités Internationales



Numéro

Spécial

2022

BULLETIN D'INFORMATION DE L'ESPACE INTERNATIONAL DE LA CGT

n°36

SOMMAIRE

ÉDITO

L'extrême droite au travail, histoire des tentatives d'implantation de l'extrême droite dans le syndicalisme de 1898 à nos jours
P03 -----

Feuille de route de la CES – Élaborer la réponse syndicale face à la montée de l'extrême droite
P09 -----

Conseil général de la CSI – Résolution sur les tentatives de subversion des syndicats par l'extrême droite
P12 -----

Femmes courtisées par la droite et l'extrême droite – Droits des femmes, affaire de toutes et tous
P13 -----

Discrimination raciale systémique – Une décision de justice historique !
P15 -----

La lutte contre les idées d'extrême droite par les organisations syndicales européennes
P17 -----

Les dangers du national-libéralisme en Russie
P23 -----

L'EXTRÊME DROITE DANS LE MONDE, LA MONTÉE DE TOUS LES PÉRILS

Une mouvance ? Une idéologie ? Un parti organisé ? L'extrême droite est à la fois diffuse, protéiforme et tend à se normaliser, ce qui la rend extrêmement dangereuse.

Nous avons conçu et imaginé ce numéro non pas tant pour dresser un panorama des partis, des tendances qui se réclament de cette idéologie, ou plutôt de ces « idéologies », mais plutôt pour proposer une analyse fine des formes qu'elle revêt dans un monde en proie à un retour sans précédent des tendances nationalistes, racistes et homophobes.

L'extrême droite n'est pas un phénomène politique et social nouveau, elle est le fruit d'une tradition qui s'abreuve autant à la source des tendances réactionnaires et conservatrices qu'à la figure fantasmée d'une supériorité raciale et culturelle qui serait comme l'étape ultime d'une évolution historique débarrassée de ses scories qui doivent autant aux contingences de

l'immigration, des processus égalitaires et d'un progressisme qu'elle honnit de tout son être.

Elle est traversée de courants très divers qui s'y déploient, parmi lesquels les partis « néofascistes », « néonazis » mais également certains mouvements religieux traditionnalistes, fondamentalistes ou au contraire paganistes, des partis populistes ou souverainistes, monarchistes, ou encore nationalistes. La diversité des formes qu'elle revêt peut la rendre difficile à appréhender, quoi de commun en effet entre le populisme d'un Bolsonaro au Brésil et l'héritage néonazi de l'AfD en Allemagne, ou encore entre le Rassemblement national en France ou le parti au pouvoir en Pologne, Droit et Justice (PiS) ? Ce sont ces questions qui ont été à l'origine de ce travail. La CGT a toujours combattu l'extrême droite et est encore aujourd'hui à l'avant-garde de cette lutte.

Les droits des travailleurs migrants sont inaliénables. Ils bossent ici, ils restent ici... s'ils le veulent
P24 -----

Deux expressions récentes de la CGT condamnent les manœuvres de l'extrême droite et défendent les migrants en Europe de l'Est
P25 -----

Les nouveaux visages de l'extrême droite aux États-Unis
P27 -----

Bolsonaro, un néofascisme rampant
P28 -----

Liens et inspirations entre le mouvement d'extrême droite hindou (RSS) et l'extrême droite occidentale
P31 -----

Le développement de l'extrême droite aux Philippines
P135 -----

Droits et libertés – Le racisme dans le monde du travail: l'une des premières causes de discrimination dans l'emploi
P36 -----

Formation syndicale européenne et internationale
P38 -----

À voir, à lire
P40 -----

Au nationalisme le plus étriqué, nous répondons par un internationalisme ouvert et fraternel; au racisme le plus échevelé, nous opposons une égalité entre les peuples et entre tous les travailleurs; à l'homophobie la plus rétrograde, nous appelons la reconnaissance universelle des droits des personnes LGBTI.

Si l'extrême droite est multiple dans ses formes et dans ses expressions, elle connaît cependant un certain nombre de constantes et de traits communs qui peuvent nous aider à l'identifier et à ne pas la laisser se présenter, parfois, sous des attraits de respectabilité qu'elle cherche à obtenir afin de se hisser ou de se maintenir au pouvoir là où elle y est déjà parvenue.

Ses discours sont souvent violents. L'extrême droite exprime à de façon régulière un tropisme de la « décadence » actuelle qu'elle oppose à une sorte de nostalgie d'un âge d'or qu'il faudrait retrouver, elle fait l'apologie des sociétés élitaires et de la force virile, elle diffuse la peur du métissage, elle appelle à la censure des mœurs, à l'oppression des femmes et au rejet des intellectuels.

Souverainiste, populiste, sexiste, raciste, antisémite et xénophobe, l'extrême droite a certes plusieurs visages mais elle a souvent le même corps charpenté aux délires d'expressions de haine et de rejet.

Son principal moteur, dans les dernières années, a été la crise migratoire. Selon les latitudes géographiques et la situation géopolitique ce seront ici les Juifs, là-bas les Maghrébins ou encore les Hispaniques qui seront pris pour cible. Par ailleurs, lutter

contre l'émancipation des femmes est une constante du discours et des pratiques des formations d'extrême droite. Partout dans le monde, les représentants de ce courant distillent la haine envers une catégorie de personnes pour dresser un écran de fumée masquant ses lacunes puis le pillage au profit d'un caste auquel elle procède quand elle a pris le pouvoir.

Lutter contre l'extrême droite, c'est prendre la mesure aujourd'hui de son poids et de la diffusion partout dans le monde de son idéologie et de ses pratiques qui ont pu la mener au pouvoir au Brésil, en Inde, en Hongrie ou encore en Pologne. Ailleurs elle attend son heure, elle travaille chaque jour à mobiliser, à séduire, à tromper, en attisant les peurs et en capitalisant sur l'effroyable creusement des inégalités portées par un système hyper capitaliste que dans le fond elle soutient et elle nourrit.

Le sentiment xénophobe n'a pas changé, il reste même la matrice première de tous ces mouvements, la nouveauté c'est sans doute qu'il s'est banalisé et qu'il est désormais suffisamment installé dans les sociétés et légitimés par les pouvoirs en place pour que l'essentiel du travail de propagande de l'extrême droite se porte ailleurs, notamment sur les questions sociales. C'est ce qui explique en partie ses succès et son audience auprès de populations abandonnées et livrées à une mondialisation libérale qui s'accommoderait fort bien d'un pouvoir fasciste ou fascisant, et c'est ce qui la rend tout particulièrement dangereuse.

L'équipe de l'espace international



L'extrême droite au travail, histoire des tentatives d'implantation de l'extrême droite dans le syndicalisme de 1898 à nos jours

Le monde du travail n'est pas imperméable aux idées véhiculées par l'extrême droite. Plusieurs faits récents en témoignent, comme l'enracinement du Front national dans les scrutins électoraux, la médiatisation de militants syndicaux s'affichant ouvertement comme frontistes ou encore la difficulté à mener le débat sur la nature et le programme de l'extrême droite, y compris à l'intérieur de nos syndicats. La CGT n'est pas restée inactive et est engagée, depuis le 29 janvier 2014, dans une campagne intersyndicale avec la FSU, Solidaires, l'UNEF, l'UNL et la FIDL pour dénoncer et combattre cette situation. Elle peut, en la matière, se prévaloir d'une longue expérience de lutte contre l'extrême-droite et ses idées, comme le rappelle le hors-série des *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale* intitulé « Le Front national démasqué par l'histoire » paru en 2012.

À plusieurs reprises dans son histoire, la CGT a dû faire face à des tentatives d'implantation de l'extrême droite dans le syndicalisme, sur lesquelles le dossier propose de revenir. Précisons d'emblée qu'il n'aborde que les grandes expériences syndicales de droite et d'extrême droite et n'évoque pas les tentatives sans lendemains que furent par exemple l'Union générale des travailleurs (UGT) créée par le groupuscule néofasciste Ordre nouveau en 1970, ou l'Association pour un syndicalisme libre (ASL) constituée par le Parti des Forces nouvelles en 1974. De même, il ne développe pas non plus le travail d'implantation, de noyautage de militants d'extrême droite au sein des organisations syndicales représentatives, et notamment chez Force ouvrière, la CFTC ou en-

core la CGC. Ces tentatives sont au nombre de quatre: les Jaunes de France (1898-1912), la Confédération des syndicats professionnels français (1936-1940), le syndicalisme dit « indépendant » ou « libre » (1948-1984), les syndicats FN (1995-1997), à laquelle s'ajoute l'histoire de la tendance « Syndicats » au sein de la CGT (1936-1940).

La fédération des Jaunes de France (1898-1912)

L'affirmation de la CGT, à partir de son congrès fondateur de Limoges en 1895, inquiète les milieux politiques et industriels. Certains décident alors de soutenir le syndicalisme « indépendant » qui s'exprime en opposition aux grèves qui se-



couent Montceau-les-Mines et Le Creusot entre 1898 et 1901. Sous la direction de Paul Lanoir, cheminot de la Compagnie Paris-Orléans, des syndicats s'organisent en mars 1901 en « Union fédérative des syndicats et groupement ouvriers de France et des colonies », avec le soutien de la presse de droite, d'industriels et de figures politiques nationalistes. Six mois plus tard, une bourse du travail indépendante est inaugurée à Paris, dans le III^e arrondissement. En mars 1902, l'Union tient son premier congrès national à Saint-Mandé, en région parisienne. Officiellement, 203 délégués représentent 317 syndicats groupant 200 000 salariés. Ce chiffre, s'il est



sans doute à diviser par deux pour s'approcher de la réalité, est à comparer aux effectifs de la CGT à la même période. La jeune centrale, réunie en congrès à Montpellier en septembre de la même année revendique alors 120 000 adhérents pour 1400 syndicats. Mais alors que cette réussite est saluée par la presse de droite, une scission frappe l'Union au lendemain de son congrès. Fragilisée, celle-ci accumule les difficultés et disparaît finalement à la fin de l'année 1903. Le responsable de cette scission est Pierre Biétry. Né en 1872 sur le Territoire de Belfort, il travaillait chez Japy, dans l'horlogerie. Dirigeant des dures grèves de 1899 dans la métallurgie, il fut condamné à un mois de prison et renvoyé de son entreprise. Un an plus tard, il opère un retournement politique complet et dénonce la lutte des classes et la grève générale. Il rejoint alors l'Union fédérative en qualité de secrétaire général adjoint. En désaccord avec Paul Lanoir, il quitte l'organisation pour fonder la Fédération des Jaunes de France en avril 1902. Faute de moyens, celle-ci disparaît dès le mois de juin. Loin de baisser les bras, les Jaunes s'attellent à un long et patient travail de reconstruction qui aboutit à la constitution en décembre 1902 d'une nouvelle « Union fédérative des ouvriers et syndicats professionnels indépen-

dants ». En juillet 1903, une nouvelle bourse du travail indépendante voit le jour à Paris et un journal, *Le Jaune*, paraît à partir du 1^{er} janvier 1904. Cet essor rapide trouve son origine dans la capacité de Pierre Biétry à obtenir l'appui de divers secteurs de la droite : droite radicale, milieu royaliste (entourage du duc d'Orléans, de la duchesse d'Uzès), milieux catholiques, milieu bonapartiste ou encore des milieux industriels, avec Gaston Japy et la famille Peugeot. En 1906, le mouvement connaît son apogée et compte vraisemblablement plus de 100 000 adhérents. Ses principaux points d'appuis sont la région parisienne, le Nord et l'Est. Cette année-là, Pierre Biétry est élu député de Brest et les Jaunes entrent en politique, avec pour objectif de fédérer l'ensemble de la droite. À cette fin, un nouveau parti politique, le « parti propriétaire » est fondé en mai 1908. Son programme politique est basé sur trois piliers : l'accession des ouvriers à la propriété privée (d'où l'intitulé du parti), la liberté d'enseignement, c'est-à-dire la possibilité pour l'Église de conserver ses écoles confessionnelles (les débats sur la laïcité et la séparation de l'Église et de l'État sont alors vifs) et un antisémitisme virulent. Ce succès est pourtant de courte durée. Abandonné par la droite traditionnelle et délaissé par la droite radicale, subissant les coups de boutoirs de la CGT et l'hostilité grandissante du mouvement ouvrier, Pierre Biétry abandonne son poste de député et son rêve de fédérer la droite. Les Jaunes de France entrent en crise et déclinent progressivement. Son chef de file se réfugie dans la rancœur et les outrances, avant de quitter la France en juin 1912 pour l'Indochine où il meurt en 1918. Le mouvement des Jaunes disparaît avec lui. Le programme des Jaunes de France participe à l'émergence du « socialisme national » qui prévoit l'intégration du prolétariat dans la collectivité nationale, par la collaboration entre les classes, par son accession à la propriété privée individuelle et sa participation aux bénéfices du capital. La nation est un horizon indépassable et l'alliance des ouvriers et des patrons doit permettre d'affron-

ter la compétition internationale qui oppose les nations. À partir de 1904, la référence au socialisme est abandonnée. violemment anticommuniste et antilibérale, ce programme cherche alors à construire une troisième voie conservatrice, autoritaire qui s'oppose au legs de la Révolution française, à l'État moderne, à la démocratie parlementaire et au développement de l'intervention étatique dans le champ social et économique. Dans un contexte marqué par l'industrialisation, le bouleversement des structures sociales et l'exacerbation des conflits sociaux, le programme des Jaunes de France touche une fraction du prolétariat qui partage les mêmes craintes sur l'avenir. Si l'échec des Jaunes est net, il ne faut pas sous-estimer son assise ouvrière et la pérennité de ses idées. Ainsi, le triptyque « Patrie, Famille, Travail », lancé par Paul Lanoir dès 1902, fut repris par le régime de Vichy près de quarante ans après.

Les syndicats professionnels français (1936-1940)

La crise économique des années trente se double d'une instabilité gouvernementale chronique qu'éclaboussent les scandales de corruption. Dans ce contexte, les Croix-de-Feu, une association d'anciens combattants fondée en 1927, mute, sous l'impulsion de son dirigeant le colonel de La Rocque, en organisation politique. De 13 000 membres en 1930, celle-ci atteint entre 700 et 900 000 membres à la veille de sa dissolution le 18 juin 1936 par le gouvernement de Front populaire dirigé par Léon Blum. Ce parti de masse de droite, dont l'orientation politique emprunte plus au nationalisme traditionnel et au catholicisme qu'aux doctrines du fascisme, exerce un fort pouvoir d'attraction sur les classes moyennes, mais également populaires. Antimarxiste, antilibéral, antiparlementaire, nationaliste et corporatiste, cette organisation a toutefois repoussé l'idée de la prise du pouvoir, le 6 février 1934, lorsque les ligues d'extrême droite ont violemment affrontées les forces de l'ordre devant l'Assemblée nationale.

Cet événement fut un électrochoc pour les organisations de gauche et syndicales. La manifestation unitaire du 12 juin 1934, puis la signature d'un pacte d'unité d'action en juillet, aboutit un an plus tard à la naissance du programme du Front populaire entre les partis socialiste, communiste et radical et au processus de réunification de la CGT.

Dissous, les Croix-de-Feu sont remplacés par le Parti social français (PSF), doublé sur le plan syndical par la Confédération des syndicats professionnels français (CSPF). Dès le 5 juin 1936, un Bureau d'études syndicales avait été créé au sein des Croix-de-Feu avec pour objectif d'implanter dans chaque usine des syndicats dits « apolitiques ». Dix jours plus tard, les Croix-de-Feu revendiquaient 2 000 syndicats pour la région parisienne. Le 25 juillet, une Union fédérale de la région parisienne est constituée, suivi le 15 octobre par la mise en place d'un comité de coordination rassemblant les unions départementales créées. Le 8 janvier 1937, la « Confédération des syndicats professionnels français » est officiellement constituée. Le 15 juillet 1937, le premier numéro du journal confédéral, *SPF*, est lancé. Fin 1937, la confédération regroupe soixante-quinze secrétariats départementaux et dix-huit fédérations professionnelles. En 1938, le mouvement revendique 750 000 adhérents, tandis que la CGT tutoie les 4 millions de syndiqués.

Inspirée du programme des Croix-de-Feu, la doctrine des SPF est celle de la collaboration entre les classes et de la définition d'une « troisième voie » entre le libéralisme et le marxisme. Elle promeut la négociation collective, l'extension des allocations familiales, la généralisation des primes individuelles, la participation aux bénéfices, l'augmentation de la durée des congés payés, la création de caisses de retraite ou encore la formation professionnelle pour les chômeurs. Elle s'oppose aux occupations d'usines et aux « grèves politiques » et propose la limitation du recours à la grève aux cas de non-application des conventions collectives, de la législation et des décisions

de justice par le patronat. En 1940, La Rocque, comme de nombreux membres du PSF et de la CSPF, se rallie au régime de Vichy.

La tendance « Syndicats » dans la CGT (1936-1940)

Sans être à proprement parler une opération d'implantation de l'extrême droite dans le mouvement syndical, la création de la tendance « Syndicats » en octobre 1936 au sein de la CGT devait être signalée dans ce dossier. En effet, le parcours de ses plus éminents dirigeants durant la Seconde Guerre mondiale et le rôle joué par certains d'entre eux dans la création des syndicats « indépendants » à la Libération sont loin d'être anecdotiques. La tendance s'organise autour de la création d'un journal, *Syndicats. Hebdomadaire du monde du travail*, lancé le 16 octobre 1936. Désormais, au sein de la CGT réunifiée en mars 1936 cohabitent trois tendances : celle des ex-unitaires derrière Benoît Frachon et *La Vie ouvrière*, celle des « centristes » derrière Léon Jouhaux et *Le Peuple* et enfin celle des anticommunistes rassemblés derrière René Belin et *Syndicats*. Militant de la Fédération CGT des PTT, René Belin est élu en 1933 au bureau confédéral de la CGT confédérée. Hostile à la réunification avec CGT unitaire, il est également réservé sur le programme du Front populaire, notamment en ce qui concerne l'application des quarante heures hebdomadaires. Le programme de la tendance « Syndicats » comprend deux axes principaux. Le premier est celui de l'indépendance syndicale et à ce titre, elle entend lutter contre la « colonisation » communiste, c'est-à-dire la progression de l'influence des militants communistes au sein de la CGT. Le second est celui du pacifisme, qui justifie la non-intervention du gouvernement Blum pour défendre l'Espagne républicaine, puis l'acceptation de l'annexion de l'Autriche-Hongrie et de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie. La lutte avec les ex-unitaires est féroce au ni-

veau confédéral comme local, tant leurs positions sont antagonistes. Dénonçant les grèves de novembre 1938 contre les décrets-lois Daladier, la tendance « Syndicats » se prononce ainsi « pour un syndicalisme constructif qui n'exclurait pas la collaboration avec le patronat », selon les mots de Georges Dumoulin, figure de la tendance. Au congrès confédéral de 1938, les motions qu'elle défend recueille plus d'un tiers des votes, ce qui correspond à 865 000 syndiqués soit un cinquième des effectifs de la CGT. La signature du pacte germano-soviétique en août 1939 entraîne l'exclusion des militants communistes de la CGT en septembre. La tendance « Syndicats » entreprend alors une dure campagne pour, selon ses propres mots « mettre hors d'état de nuire » les communistes. Le 10 mai 1940, l'Allemagne nazie lance son offensive à l'Ouest et impose rapidement une déroute à l'armée française. Le 14 juin, les allemands sont à Paris. Philippe Pétain, nommé chef de gouvernement, signe l'armistice le 22 juin. Le 14 juillet 1940, sans demander l'avis du bureau confédéral de la CGT, René Belin accepte d'entrer au gouvernement en tant que ministre de la Production industrielle et du Travail, fonction qu'il occupe jusqu'en février 1941, avant d'être nommé secrétaire d'État au Travail jusqu'à sa démission en avril 1942. Il appelle immédiatement une partie de l'ancienne équipe de « Syndicats » à ses côtés. Signataire de la loi d'août 1940 portant dissolution des confédérations syndicales et patronales, René Belin promulgua également la Charte du Travail en octobre 1941 dont le contenu prévoit le contrôle de la corporation professionnelle sur les prix et les salaires, la mise en place d'un syndicat unique et obligatoire, l'interdiction de la grève et l'entente entre patrons et ouvriers est prônée dans le cadre de « comités mixtes sociaux ». Jugés par les commissions d'épuration à la Libération pour leur attitude au sein du régime de Vichy et à l'égard de l'occupant nazi, de nombreux militants de l'ex-tendance « Syndicats » par-

ticipèrent à la naissance du syndicalisme « indépendant » dès la Libération.

Le syndicalisme dit « indépendant » ou « libre » (1948-1984)

La Confédération générale des syndicats Indépendants (CGSI) naît en 1948 de la rencontre de quatre courants : des ex-communistes ayant rompu en 1939 comme André Parsal ou Sulpice Dewez, des anciens de la tendance « Syndicats » proches de la Charte du Travail, des ex-membres des Syndicats professionnels français (SPF) et des gaullistes de l'Action ouvrière. À cette date, la CGSI affirme regrouper 300 syndicats, avec pour bastion la métallurgie de la région parisienne. L'anticommunisme, comme ciment idéologique de la centrale « indépendante », n'empêche pas une première rupture d'éclater au niveau national en octobre 1952. Le départ des ex-partisans de la charte du Travail regroupés derrière André Parsal pour créer une éphémère Confédération syndicale travail et liberté (CSTL), ne contrarie toutefois pas l'expansion de la CGSI, notamment dans l'industrie automobile, chez Citroën et chez Simca, où elle bénéficie d'un soutien patronal sans faille. Cependant, dès la fin des années cinquante, la CGSI est de nouveau frappée par les scissions. La première a pour origine la guerre d'Algérie. En mars 1957, trois membres du bureau confédéral – Jacques Simakis (Chimie), Raymond Houssard et Émile Pommier (Métallurgie) – sont évincés de la CGSI en raison de leurs proximités affichées avec les milieux d'extrême droite pro-Algérie française. Cette exclusion entraîne le départ de nombreux syndicats, dont le Syndicat indépendant Renault (SIR) qui retrouve la précédente scission d'André Parsal pour donner naissance à la Confédération française des syndicats indépendants (CFSI). La seconde scission intervient en 1959. La CGSI, qui a obtenu un siège en janvier 1959 à la Commission supérieure des conventions collectives, en plus de celui du Conseil économique et social reçu en mars 1951, suscite les convoitises de certains gaullistes qui

soutiennent la constitution d'une grande centrale syndicale favorable au nouveau pouvoir. Prenant appui sur Raymond Jacquet, responsable du syndicat CGSI chez Simca, tentative est faite d'évincer Sulpice Dewez de la direction confédérale. L'échec de la manœuvre conduit le syndicat Simca à se rapprocher de la CFSI pour fonder, en décembre 1959, la Confédération française du travail (CFT). Ces deux épisodes ouvrent, pour le syndicalisme « indépendant », une décennie de division et de faible audience au plan national. La CFT rencontre ainsi d'importantes difficultés qui entravent son développement. Le syndicat Simca a pris, à plusieurs reprises, ses distances, tout en poursuivant sa progression. Le renouveau intervient à l'occasion des grèves de mai-juin 1968, durant lesquelles l'action de la CFT a clairement été du côté de l'ordre. Cette attitude a entraîné un courant d'adhésions assez net au niveau national. Le nombre de sections syndicales CFT recensées par le ministère du Travail s'élève ainsi de 103 en 1969 à un peu plus de 400 en 1973. Cette dynamique dont bénéficie la CFT se grippe toutefois dès le milieu des années soixante-dix. Cet essoufflement a plusieurs causes. Tout d'abord, l'éviction en 1975 de Jacques Simakis, secrétaire général de la CFT depuis 1959, de la direction confédérale par Auguste Blanc, fondateur du Syndicat indépendant des salariés de Citroën (SISC), accélère l'émiettement et l'affaiblissement du syndicalisme « indépendant ». En effet, Jacques Simakis ainsi qu'une partie du bureau confédéral refusent le coup de force et fondent l'Union française du travail (UFT) la même année. Elle doit par ailleurs affronter l'opposition croissante de la CGT au niveau national et, dans une moindre mesure, celle de la CFDT. La CGT publie sa première brochure en 1970, à l'annonce des velléités des gaullistes et des républicains indépendants d'octroyer la représentativité à la CFT. L'essentiel de la lutte est toutefois menée à partir de l'attaque d'un piquet de grèves par un commando CFT à Peugeot Saint-Étienne en avril 1973. S'ensuit une campagne nationale dont le point culminant est atteint en juin 1977 avec l'assassinat

de Pierre Maitre, militant CGT aux Verreries mécaniques champenoises, par des militants CFT venus de l'usine Citroën voisine. La dynamique d'implantation est ébranlée et le changement d'intitulé de la centrale en Confédération syndicale libre (CSL) lors du congrès extraordinaire de novembre 1977 n'y change rien. De son côté, la CGSI, moribonde après 1968, prend la décision en 1977 d'intégrer la CFTC. Le sursaut de syndicalisation espéré en réaction à l'arrivée de la gauche au pouvoir n'a finalement pas eu lieu. Au contraire, le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les activités du Service d'action civique (SAC) en 1982 mettant en lumière les liens entretenus avec la CFT-CSL et surtout les grandes grèves qui secouent le secteur automobile durant la première moitié des années quatre-vingt ébranlent le syndicalisme « indépendant » dans ses bastions. En 1982 et 1983, la CGT parvient à devancer la CSL aux usines Citroën d'Aulnay et de Poissy aux élections professionnelles. Le déclin s'amorce et l'implantation de cette organisation s'effrite, jusqu'à sa mise en sommeil en 2002. À ce rapide tour d'horizon de l'histoire du syndicalisme dit « indépendant », il faut ajouter quelques mots sur son implantation et sur sa doctrine. Comme ses prédécesseurs, il est profondément anticommuniste et défend une hypothétique « troisième voie » entre communisme et libéralisme. Son programme, inspirée par la morale sociale chrétienne et la pensée gaulliste, prône la collaboration entre les classes par la cogestion, le sentiment national tout en rejetant l'intervention de l'État dans le domaine économique et les grèves « politiques ». Il est possible de distinguer trois types de syndicats « indépendants » : le premier est implanté dans de petites et moyennes entreprises. La création d'une section syndicale CGT ou un mouvement de grève expliquent bien souvent la création d'un syndicat « indépendant » par des salariés « conservateurs », des gaullistes ou encore des cadres, sous le regard bienveillant de l'employeur. Sa longévité et sa représentativité sont souvent faibles. Le second s'établit dans des établissements de taille plus importante dépendant le plus

souvent d'un groupe. La direction, par son attitude et ses décisions, appuie les syndicats « indépendants » pour contrarier l'implantation et l'expression de la CGT et de la CFDT. La prise de contrôle des instances représentatives du personnel par les « indépendants » est favorisée et s'accompagne le plus souvent d'une campagne de communication d'entreprise à vaste échelle et d'une répression anti-syndicale ciblée. Le troisième est également installé dans des établissements de taille importante. Celui-ci n'est alors qu'un rouage dans un système répressif inspiré du « modèle social » mis en place par Simca au milieu des années cinquante. Les directions mettent en place des services de gardiennage et de sécurité musclés, un fichage systématique à grande échelle des salariés, un quadrillage des usines par des « conseillers sociaux » ou des « agents de secteur », multiplie les violences physiques et psychologiques à l'encontre des militants et des travailleurs récalcitrants, systématise le trucage des élections pour s'assurer la mainmise sur les institutions représentatives du personnel, les licenciements méthodiques des élus et des militants syndicaux, et permettent des distributions automatiques de cartes d'adhérents lors du recrutement ainsi que la présence des dirigeants « indépendants » dans l'organigramme de direction de l'entreprise. C'est ce dernier pan du syndicalisme « indépendant » qui a été particulièrement combattu par la CGT, en raison du poids qu'il représentait – le Syndicat national de l'Automobile CFT revendique en 1971, 70 000 adhérents et deux cents sections syndicales – et du danger qu'il faisait peser sur l'exercice des droits et libertés syndicales.

Les syndicats « FN » (1995-1997)

La dernière étape dans cet historique des tentatives d'implantation de l'extrême-droite dans le mouvement syndical est l'expérience des syndicats créés par le Front national. Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, le syndi-

calisme est une cible régulière du parti frontiste qui n'hésitait pas à réclamer sa suppression pure et simple. Mais cela n'empêchait pas la direction du FN d'inciter dans le même temps ses militants à pratiquer l'entrisme dans les organisations syndicales représentatives. Trois confédérations sont privilégiées : Force ouvrière, car elle n'exclut pas leur présence au nom du principe de liberté de conviction, la CFTC, à laquelle le courant catholique traditionnaliste du FN appelle à adhérer, et la CGC, en raison de son caractère catégoriel et de son orientation libérale. Il rejette en revanche la CGT, la CFDT, la FEN, mais également la CFT-CSL, en raison du poids important des gaullistes en son sein. Le positionnement du FN à l'égard du syndicalisme évolue radicalement, sur l'impulsion de son numéro 2, Bruno Mégret, à partir des grèves de novembre-décembre 1995. Dans sa stratégie de conquête de l'électorat ouvrier et populaire, le FN pare son discours de considérations sociales et décide de mettre sur pied ses propres syndicats. Sur les six syndicats créés (FN-Police, FN-RATP puis Force nationale transports en commun, FN-Pénitentiaire puis Force nationale Pénitentiaire, FN-Transports lyonnais), cinq se voit refuser la qualité même de syndicat et sont dissous après les recours en justice engagés par la CGT et la CFDT, avec l'appui du Syndicat de la magistrature et du Syndicat des avocats de France. Le sixième, quoique non dissous, ne fut pas reconnu représentatif dans l'entreprise. À cela s'ajoutaient d'autres organisations comme FN-Locataires ou le Cercle national des préretraités et retraités (CNPR). L'audience réalisée par certaines de ces organisations était pourtant loin d'être anecdotique. FN-Police a ainsi obtenu, avant annulation suite à sa dissolution, 7,4 % aux élections professionnelles de 1995, lui ouvrant droit au bénéfice du détachement de 25 permanents, d'une subvention d'un demi-million de francs et d'un siège au comité technique paritaire central. La dispersion de ses militants syndicalistes conduit

également le FN à créer un lieu de rassemblement, en juin 1996, intitulé le « Cercle national des travailleurs syndiqués » (CNTS). Aux élections prud'homales de 1997, le FN soutient la Confédération française nationale des travailleurs (CFNT). Les 132 listes obtiennent 5,91 % en moyenne dans les 34 départements où elles sont présentées, soit moins de 2 % au niveau national. Elle obtient 18 élus (dont 7 dans le Rhône) et dépasse les 10 % des suffrages exprimés dans trois villes (Mantel-la-Jolie, Villefrance-sur-Saône, Salon-de-Provence). La bataille judiciaire engagée une nouvelle fois par la CGT et la CFDT avant et après le scrutin permis d'aboutir finalement à l'arrêt de la Cour de cassation du 25 juin 1998 invalidant les 18 conseillers prud'hommes élus. L'exclusion de Bruno Mégret du parti frontiste en décembre 1998 et son départ avec une majorité de cadres et d'élus FN pour fonder ce qui devint plus tard le Mouvement national républicain (MNR), met un terme (provisoire) à la tentative de l'extrême droite de mettre sur pied ses propres structures. Pour autant, elle n'abandonne pas la stratégie de l'entrisme qui est combattue sans relâche, notamment par la CGT qui, après son Tour de France de la Fraternité organisé en 1997, lance une grande campagne l'année suivante contre le racisme et les discriminations au travail. Finalement, ce qui frappe, c'est la multiplicité des tentatives de la droite et de l'extrême droite pour s'implanter dans le syndicalisme et leur concomitance avec les temps forts de l'histoire syndicale : création de la CGT, Front populaire, Libération, grèves de mai-juin 1968, grèves de 1995. Ce n'est bien évidemment pas le fruit du hasard ! Les possédants, lorsqu'ils se sentaient menacés, n'ont pas hésité à financer et à soutenir ces « hommes en brun » pour faire barrage aux revendications. Ces tentatives, si elles ont en fin de compte été des échecs faute de réussir à s'enraciner dans le temps, sont tout de même parvenues à fédérer sur leur programme un nombre non négligeable de travailleurs, issus

de secteurs professionnels et hiérarchiques variés. Il existe une frange « conservatrice » parmi le salariat qui se reconnaît dans ces valeurs :

- un anticommunisme virulent ;
- un programme syndical faisant la part belle à une « troisième voie », entre socialisme et libéralisme, dont le contenu prévoit notamment la collaboration entre les classes, des formes de cogestion entre le patronat et les salariés, le refus de la « grève politique », la défense de l'ordre, de la « liberté de travail » et du droit de propriété, la contestation – à partir de 1936 – des critères de représentativité syndicale qui constituent un obstacle à leur implantation ;

- un discours nationaliste, avec des relents de racisme, voire d'antisémitisme doublé d'un militantisme musclé, dans les mots comme dans les actes ;
- un appui financier et politique d'une frange non négligeable de la bourgeoisie et des liens importants avec les directions d'entreprise qui facilitent leur implantation.

Leur échec s'explique tout d'abord par les désaccords profonds qui traversent les différents courants de la droite et de l'extrême droite et qui n'ont pas manqué d'alimenter les scissions et les polémiques. Ensuite, leurs discours et leurs pratiques n'ont jamais réussi à convaincre la grande masse des travailleurs, si bien que

ces tentatives ont échoué à supplanter le syndicalisme réformiste que l'extrême droite jugeait trop conciliant à l'égard, soit des communistes, soit des États-Unis. Enfin, il faut bien évidemment ajouter le combat du mouvement syndical, politique et associatif pour bloquer son implantation et éviter son développement : campagne d'information des salariés et de l'opinion publique, accent mis sur la syndicalisation, l'organisation et la démocratie syndicale, solidarité financière, recours en justice, voire service d'ordre et organisation clandestine dans les cas les plus extrêmes ont à chaque fois permis de venir à bout de ces tentatives.

Émeric Tellier

L'espace international remercie l'Institut d'histoire sociale pour l'autorisation de publication de cet article, initialement paru dans le numéro 137 de mars 2016 des *Cahiers d'histoire sociale*.

Bibliographie indicative

- « Le Front national démasqué par l'histoire », *Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, numéro spécial, 2012, 47 p.
- Pierre-Yves Bulteau, *En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2014, 168 p.
- Thierry Choffat, « Le national syndicalisme », in Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, *Un demi-siècle de syndicalisme en France et dans l'Est*, Nancy, PUN, pp. 59-72.
- Didier Favre, *Ni rouge, ni jaune. De la CGSI à la CSL. L'expérience du syndicalisme indépendant*, Paris, Minuit moins le quart, 1998, 292 p.
- ISA, *Le Front national au travail. Arguments et mouvements*, Paris, Syllepse, 2003, 172 p.
- Jean-Louis Loubet, Nicolas Hatzfeld, « Poissy : de la CGT à la CFT », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 73, 2002, pp. 67-81.
- Philippe Machefer, « Les Syndicats professionnels français (1936-1939) », *Le Mouvement social*, 1982, n° 119, pp. 91-112.
- Morgan Poggioli, « Les organes de tendance de la CGT sous le Front populaire », *Les Cahiers de l'IHS-CGT*, 2011, n° 119, pp. 6-19. La tendance « Syndicats »
- Marie-France Rogliano, « L'anticommunisme dans la CGT : Syndicats », *Le Mouvement social*, 1974, n° 87, pp. 63-84.
- Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire (1885-1914)*, Paris, Fayard, 2000, pp. 253-319.

Feuille de route de la CES

Élaborer la réponse syndicale face à la montée de l'extrême droite

Introduction

Tout oppose syndicats et extrême droite. Non seulement l'histoire syndicale et la fière tradition de lutte contre l'extrême droite, mais aussi les valeurs défendues par les syndicats d'aujourd'hui. Ceux-ci croient par-dessus tout en la solidarité : nous aspirons à une vie meilleure, à la justice sociale et à des opportunités pour tous les travailleurs. Nous défendons l'unité plutôt que la division. Les groupes populistes et d'extrême droite cherchent à diviser les travailleurs. Pour parvenir à leurs fins, ils se servent de l'identité, et plus particulièrement de l'identité « nationale » contre les immigrants ou toute personne considérée comme « étrangère », ou contre des groupes minoritaires tels que les Roms. Parfois, ils ciblent des personnes pour leurs croyances religieuses ou parce qu'elles appartiennent à la communauté LGBTIQ ou qu'elles sont des femmes. L'extrême droite s'attaque à l'écologie et à la science, qualifiant parfois celles-ci de conspirations d'élites (l'action mondiale en faveur du climat, par exemple, est considérée en effet par certains sympathisants d'extrême droite comme une tentative des élites mondiales de saper les gouvernements nationaux et de détruire l'identité nationale), ou elle défend des théories complotistes, notamment pour s'opposer à la nécessité de prendre des mesures de protection contre le Covid, de respecter le confinement, le port du masque ou de se faire vacciner. L'extrême droite exploite également le discours public, affirmant que les syndicats sont distants des travailleurs et appartiennent à l'élite di-

rigeante (qu'il s'agisse d'une élite politique corrompue et/ou cosmopolite et/ou libérale, voire d'une élite mondiale), souvent décrite comme établie dans une capitale et coupée de la réalité. L'extrême droite (en ce compris les groupes populistes et d'extrême droite) prétend souvent qu'elle mérite davantage que les syndicats la confiance des travailleurs pour représenter les meilleurs intérêts de ces derniers. Certains font même campagne autour de sujets syndicaux traditionnels tels que les salaires équitables et la sécurité de l'emploi. L'extrême droite tente en permanence de s'organiser pour avoir la mainmise sur les lieux de travail, les comités d'entreprise, les branches des syndicats et pour créer des syndicats de « marionnettes ». S'il est clair que les populistes et l'extrême droite partagent de nombreuses caractéristiques à travers l'Europe, d'importantes différences nationales demeurent. Ainsi, la droite radicale en Europe de l'Est est similaire à ses pendants d'Europe occidentale eu égard aux efforts déployés pour se mobiliser contre les minorités, mais elle possède également des particularités liées à son histoire, qui la distinguent des partis d'extrême droite d'Europe occidentale. Il n'existe pas de remède miracle ni de solution unique de « copier-coller » pour s'attaquer à l'extrême droite. Les syndicats sont plus forts s'ils s'unissent et gagneront par la solidarité et en apprenant les uns des autres, mais ce qui vaincra par exemple l'AfD en Allemagne ne vaincra peut-être pas Vox en Espagne, et un Salvini en Italie n'est pas identique à un Wilders aux Pays-Bas ni à un Jobbik en Hongrie.



Le point commun entre tous ces pays est que la montée de l'extrême droite et de l'extrémisme de droite intervient dans un contexte politico-économique où la sécurité professionnelle et économique et les revenus ont diminué. Si l'accélération de l'innovation technologique a aboli certains types d'emploi, elle en a aussi déqualifié et banalisé d'autres. Des modèles délibérés de relations individualisées et fragiles sont encouragés sur le lieu de travail au détriment des solutions collectives. Peu de personnes ont à ce jour réellement tiré parti de l'amélioration continue espérée du bien-être et des conditions de vie et de travail. On assiste au contraire à l'émergence d'un précaire grandissant, sans perspectives claires à long terme. Le contre-argument syndical de l'extrémisme de droite consiste à montrer que ces expériences de dépossession et d'insécurité sont partagées par différents groupes de travailleurs et communautés. Le manque de respect pour les travailleurs et nos compétences, le mauvais traitement qui nous est réservé en raison de notre origine ou du type de personne que nous sommes, la perte de notre force collective et par conséquent, la répartition injuste de la richesse générée par notre travail sont des expériences vécues par bon nombre de travailleurs. Cet argument doit être diffusé par tous les canaux de manière à ce que nos membres et alliés puissent

le reprendre, le réutiliser, l'intégrer à d'autres arguments et le rediffuser. Il importe donc que les syndicats offrent un contre-argument à la fois au *statu quo* inacceptable et aux prétendues solutions portées par l'extrême droite. Il importe aussi de faire du bruit et de participer au débat. Nous devons être clairs sur le fait qu'utiliser un groupe de personnes comme bouc-émissaires ne sert qu'à détourner l'attention des causes véritables des problèmes sur nos lieux de travail et dans nos communautés.

Une année de coopération syndicale pour lutter contre l'extrême droite

Nos affiliés exigent clairement une réponse commune des syndicats européens pour coordonner nos efforts et combattre l'extrême droite. Cette feuille de route définit un plan d'actions pour la période de septembre 2021 à septembre 2022. Elle se fonde sur 14 actions clés à entreprendre par la CES et ses affiliés et prévoit le soutien du département Éducation de l'ETUI.

- Action 1: **leadership au plus haut niveau**. La CES propose d'avoir **une discussion dédiée lors de son Comité exécutif** de juin 2022 pour évaluer les développements et faire le point sur l'efficacité des différentes actions de la feuille de route. **Interlocuteurs dédiés**: il est demandé aux affiliés d'identifier un interlocuteur dédié qui servira d'interface avec la CES pendant la durée du plan. Durant l'année, des réunions de travail pour les interlocuteurs dédiés seront organisées en ligne si nécessaire.
- Action 2: **intégrer la lutte contre l'extrême droite dans toutes nos organisations**. Pour la CES, il s'agit d'inviter tous ses comités à prendre en considération l'extrême droite et de demander à chacun d'établir un rapport à présenter lors de la discussion du Comité exécutif de la CES en juin 2022.
- Action 3: **poursuivre le travail de réseautage et l'échange de pratiques de formation**. Il faut multiplier les activités de formation organisées par nos affiliés

concernant les approches syndicales qui favorisent la compréhension et la lutte contre le populisme et l'extrême droite. Pour soutenir les affiliés, l'ETUI créera un **référentiel en ligne de documents syndicaux**. Il permettra aux affiliés et à leurs syndicats de partager leurs apprentissages, leurs méthodes de formation, leurs cours et documents. Pour multiplier les interactions entre formateurs, une **réunion de coordination des formateurs syndicaux** sera également organisée par l'ETUI.

- Action 4: la **formation spécifique à la communication** sera conçue et dispensée par l'ETUI comme un moyen d'aider les syndicats à élaborer un discours solide et fondé sur des valeurs afin de lutter contre l'extrémisme de droite. Elle sera axée sur le renforcement de la confiance dans les syndicats et sur la démocratie nécessaire aux travailleurs.
- Action 5: **renforcer la capacité syndicale pour contrer les discours d'extrême droite**. Dans un **document de discussion distinct sur la promotion de la campagne numérique des syndicats européens**, la CES propose deux actions pour:
 - mettre en place une plateforme européenne de pétitions syndicales intitulée « megaphone.europe », permettant aux affiliés (et à leurs propres membres) de publier des pétitions et d'utiliser les données de celles-ci pour organiser et mobiliser les travailleurs et les partisans. Il est également prévu de développer une base de données qui nous permettra de communiquer directement avec les membres et les partisans, en leur fournissant des contre-arguments à l'extrême droite qu'ils pourront partager;
 - Mettre en place un cyber-réseau de syndicats européens (**ETUCyberNet**) avec la possibilité pour les affiliés d'inviter leurs propres communicateurs et militants sur les médias sociaux à rejoindre

un espace numérique dédié pour partager en permanence des documents de communication, y compris des documents pertinents pour la lutte contre l'extrême droite et l'extrémisme de droite.

- Action 6: **commander une étude sur l'opinion publique et contacter les organisations** et institutions qui étudient ou tentent de contrer l'extrémisme de droite, notamment « More in Common », qui a produit des sondages d'opinion intéressants et aide à développer des stratégies de communication contre la haine. Les affiliés sont également invités à partager avec la CES les conclusions de leurs recherches. Ces données devraient également inclure des informations sur le véritable historique des votes des politiciens d'extrême droite (par exemple grâce à « vote watch »), l'examen de cet historique démontrant souvent qu'ils ne défendent pas réellement les intérêts des travailleurs.
- Action 7: **célébrer l'histoire de notre mouvement** et ses valeurs fondamentales. Nous devons promouvoir une culture du devoir de mémoire qui empêche l'extrême droite de s'approprier des journées de fête nationale ou de commémoration. Le comité Presse et Communication de la CES sera invité à organiser un **événement annuel pour célébrer l'histoire syndicale** et promouvoir nos valeurs et nos principales réussites.
- Action 8: **cartographier l'influence de l'extrême droite sur le lieu de travail**. Avec l'aide de ses affiliés, la CES mènera une enquête annuelle sur l'influence de l'extrême droite et de l'extrémisme de droite sur le lieu de travail. Cette enquête devrait être élaborée avec l'aide de l'ETUI et distribuée par le biais de nos affiliés nationaux et sectoriels. Elle est essentielle pour évaluer et cartographier l'influence de l'extrême droite, pour identifier les groupes opposés aux valeurs syndicales et pour formuler les défis à relever. La collecte d'exemples réels de déclarations antisyndicales de populistes d'extrême droite ou de

droite ainsi qu'une cartographie de leurs stratégies d'organisation sur les lieux du travail fourniront les informations nécessaires pour faire progresser notre plan ces prochaines années. Les résultats de l'enquête feront l'objet d'un rapport et serviront de base au débat annuel lors du Comité exécutif de la CES en juin 2022.

- Action 9: **développer des stratégies industrielles communes pour faire face à la multiplication des discours générateurs de divisions sur le lieu de travail.** Les syndicats ont négocié des mesures pour lutter contre l'extrême droite sur le lieu de travail. Ces accords peuvent être source d'inspiration et d'encouragement. Les affiliés de la CES sont invités à envoyer des exemples de leurs conventions collectives, accords d'entreprises transnationales et autres textes ou déclarations conclus par eux, qui ont pour objectif de lutter contre la montée de l'extrême droite sur les lieux de travail. La CES promouvra une approche sectorielle, transfrontalière et axée sur le lieu de travail dans un programme essentiel pour la négociation collective, et ne manquera pas de mettre en exergue les accords sur la page Web du dialogue social de la CES.
- Action 10: **accord type de partenaires sociaux.** Au niveau européen, la CES proposera dans le cadre de son mandat d'inclure dans le futur programme de travail sur le dialogue social 2022-2024 des partenaires sociaux européens un point concernant « *la réponse des partenaires sociaux face à la montée de l'extrême droite* ». L'objectif est de disposer d'une déclaration conjointe ou de lignes directrices communes pour donner davantage de poids aux affiliés et aux syndicats qui engagent des discussions à ce sujet au niveau de l'entreprise ou du secteur.
- Action 11: **former des alliances.** La CES et ses affiliés doivent veiller à former des alliances pour contrecarrer l'extrême droite et **demander une réglementation**

sur les médias sociaux contre les discours de haine, l'intimidation et le harcèlement sur les plateformes en ligne, et pour un journalisme de qualité sur divers médias. La CES a fait part de son point de vue dans deux consultations sur le Plan d'action pour la démocratie européenne et continuera à plaider en faveur d'une réglementation et de la diversité des médias lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

• Action 12: **lutte contre l'extrême droite au Parlement européen.** La CES formulera la pratique actuelle consistant à limiter les contacts avec l'extrême droite au Parlement européen sous la forme d'une politique qui pourrait être adoptée par nos affiliés nationaux et sectoriels.

- La CES a adopté une pratique prévoyant que ses membres doivent éviter tout contact avec les membres des groupes d'extrême droite au Parlement européen. Après chaque élection européenne, la CES identifie quels sont les groupes d'extrême droite et s'il existe d'autres partis nationaux d'extrême droite dans d'autres groupes parlementaires européens avec lesquels les contacts doivent être évités (avec l'avis des syndicats nationaux du pays concerné). La CES a également pour habitude de ne pas avoir de contact avec des dirigeants ou des représentants élus de partis d'extrême droite au niveau national, sauf dans des circonstances exceptionnelles, par exemple s'ils sont ministres dans un gouvernement et sont chargés de questions sur lesquelles nos affiliés nationaux ont demandé à la CES de se joindre à eux pour présenter les intérêts de ses membres. Dans tous les cas, nous agissons pour faire en sorte qu'ils changent d'opinion et acceptent de mettre en œuvre les principes démocratiques, syndicaux et des droits de

l'homme (au gouvernement).

- Bien que le contact restreint avec l'extrême droite dans les circonstances décrites ci-dessus puisse être nécessaire, il serait catastrophique de croire que les partis d'extrême droite et leurs dirigeants, ou les partis et dirigeants proches de l'extrême droite, pourraient devenir meilleurs en adoptant des politiques favorables aux travailleurs, ou qu'un « accord » conclu avec ces partis pourrait les rendre moins dangereux. En bref, un « cordon sanitaire » doit être imposé au niveau européen et national (sauf dans des circonstances très particulières).

• Action 13: **préserver l'« État de droit ».** La montée de l'extrême droite pose des difficultés croissantes pour l'État de droit – on observe ainsi des cas d'ingérence politique très médiatisés dans le système judiciaire, les médias et d'autres institutions qui devraient être indépendants. La CES continuera à appeler les organisations internationales, notamment l'Union européenne, à faire respecter l'État de droit dans les pays membres, y compris à assurer un véritable « mécanisme global d'État de droit à l'échelle européenne », et à **conditionner l'octroi de TOUS les fonds de l'UE au respect de l'État de droit.** La CES profitera de sa participation à la Conférence sur l'avenir de l'Europe pour plaider en faveur de l'« État de droit » et de garanties efficaces pour celui-ci.

• Action 14: **garder les idées d'extrême droite et extrémistes hors de notre mouvement.** La CES mènera une enquête auprès de ses affiliés nationaux et sectoriels pour identifier les règles et pratiques qu'ils ont adoptées. Les résultats de cette enquête seront intégrés aux discussions du Comité exécutif sur l'extrême droite qui se tiendra en juin 2022.

Conclusion

Combattre l'extrême droite et l'extrémisme de droite ne sera pas facile, le plus difficile étant peut-être qu'une mauvaise approche risque de renforcer le discours d'extrême droite selon lequel les syndicats appartiennent à l'élite qui tente de la réduire au silence. Cela souligne l'importance de s'engager avec les travailleurs en s'appuyant sur notre rejet du *statu quo* et sur notre alternative syndicale. Stagnation des salaires, travail précaire, mauvaises

conditions de travail et inégalités ont eu raison des travailleurs. Ces réalités sont les conséquences de choix politiques, et non la faute d'autres personnes actives.

La priorité de ce plan est claire: nous devons développer notre capacité à combattre l'extrême droite et à soutenir nos affiliés pour résister à toutes les tentatives de diviser les travailleurs, que ce soit sur le lieu de travail ou en politique. Nous devons renforcer la solidarité et le pouvoir des travailleurs.

Cette résolution et la résolution sur la démocratie se renforcent mutuellement, elles impliquent des engagements parallèles en faveur d'actions syndicales globales et cohérentes visant à défendre et renforcer la démocratie et à contrer l'extrême droite.

Il est demandé au Comité exécutif d'adopter ce plan et d'accepter que le débat entre dirigeants ait lieu la veille/ après le Comité exécutif de juin 2022.

Conseil général de la CSI

Résolution sur les tentatives de subversion des syndicats par l'extrême droite

Le Conseil général de la CSI condamne les tentatives des partis politiques d'extrême droite visant à infiltrer les syndicats et à nuire à leurs activités, notamment les attaques contre les bureaux de la CGIL à Rome, le 9 octobre, et les bureaux du syndicat CFMEU à Melbourne, le 20 septembre. L'extrême droite tente de manipuler les préoccupations de certains citoyens concernant les mesures légitimes visant à enrayer la propagation de la Covid-19 et à protéger les services de santé et autres services publics essentiels. Ces tentatives s'inscrivent dans un schéma plus large d'attaques dirigées contre les personnes et les organisations qui défendent les droits humains fondamentaux et luttent contre le racisme, la discrimination fondée sur le genre, l'homophobie, le dénigrement des migrants et des réfugiés et d'autres formes de discrimination.

Le Conseil condamne également toutes les attaques contre le personnel de la santé et autres travailleurs, souvent encouragées par l'extrême droite; exprime sa solidarité à toutes les personnes victimes de menaces, d'intimidations et de vio-

lences dictées par l'idéologie extrémiste; et exhorte les gouvernements à veiller à protéger les travailleurs et les travailleuses et à traduire en justice les auteurs.

En outre, le Conseil note avec inquiétude la complicité de certaines entreprises des réseaux sociaux et d'autres intérêts dans les médias qui tirent profit de la diffusion de discours de haine et de désinformation, et insiste pour que les autorités de réglementation agissent sans plus tarder afin de demander des comptes à ces entreprises et de mettre un terme à leur complicité en attisant la violence et la méfiance.

Par ailleurs, le Conseil condamne les personnes en position d'autorité, y compris les responsables politiques, qui cherchent à obtenir des avantages politiques en diffusant des informations fausses concernant la pandémie, en rendant publics des renseignements personnels concernant des personnalités publiques et en incitant à la violence à leur encontre. Le Conseil réaffirme l'importance de la vaccination, et condamne les actes d'intimidation inacceptables dont sont victimes le person-



nel vaccinateur ou les personnes qui soutiennent la vaccination.

Le Conseil général exhorte toutes les organisations affiliées à rester vigilantes face à ces menaces et à tenir la CSI informée des tentatives visant à infiltrer les syndicats et à perturber les activités syndicales. Le Conseil rend hommage à tous ceux et celles qui défendent le ferme engagement du mouvement syndical international en faveur des libertés et des droits fondamentaux, mettant souvent en danger leur propre sécurité personnelle, et réaffirme notre engagement à combattre l'extrémisme, la violence et l'intolérance partout dans le monde.

Femmes courtisées par la droite et l'extrême droite

Droits des femmes, affaire de toutes et tous

Droit de cuissage, promotions canapé, par leur mérite et leurs études, les femmes paraissent avoir gagné le droit de ne plus subir ces avanies et ces usages rejetés d'un âge lointain. Pourtant, malgré l'adoption et l'entrée en vigueur des [Convention C190 \(sur la violence et le harcèlement, 2019\)](#) et [Recommandation R206](#) la complétant, nous sommes encore loin d'une ratification massive par les États membres de l'OIT et encore plus loin de sa mise en œuvre effective partout.



Le sexisme encouragé Par les régimes d'extrême droite

Loin aussi de recrutements à salaire égal pour un diplôme strictement égal ou de niveau égal, et d'un salaire égal pour un travail de valeur égale, tant [en France](#), qu'en Europe et dans le monde, en dépit de [négociations ouvertes sur un salaire minimum partout en Europe](#), et d'une discussion sous tension pour une directive européenne [pour la transparence en vue de l'égalité salariale](#).

Partout où montent l'extrême droite et le fascisme, violences et sexisme sont, hélas, tolérés voire encouragés. Une société en proie aux [discriminations](#) basées sur les [dénonciations](#), sur la domination ou les régressions des droits des femmes et droit(s) des femmes au travail, peut en montrer les symptômes et révéler les signes avant-coureurs. En témoignent les arrestations de militantes syndicales, de l'environnement ou de défenderesses de droits en Turquie où des militantes sont non seulement arrêtées, mais font l'objet de rackets sous forme de poursuites

judiciaires et d'amendes lourdes, en milliers d'euros, dans un pays où le salaire moyen est au plus bas (307 euros), celui des femmes encore plus bas, premier pays à l'avoir ratifié en 2012, et annoncé s'être retiré en 2021 de la [Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique](#). Preuve s'il en faut que le droit ne connaît pas que des avancées sous l'égide de partis et régimes autoritaires, corrompus, servis par la brutalité et par la justification de la violence (Biélorussie, Russie...): inquiétante et inacceptable légitimation des féminicides, viols et tortures, insécurité sans distinction dans les sphères privées et publiques. En témoigne aussi en Asie centrale, au Kurdistan, le témoignage d'une syndicaliste qui dénonce « *que les militantes pour des droits du travail ou pour l'environnement sont arrêtées au cours de luttes ou de manifestations et livrées à la police dont on sait quel traitement elle leur (laisse) inflige(r)...* » Sans nous contenter de dénoncer, ni recenser mauvaises ou bonnes pratiques, il faut réaffirmer ici que

loin de satisfaire ou de remplir des critères, la démocratie exige qu'on ne s'éloigne jamais d'un horizon de droits égaux incontestables pour toutes et tous.

Ces régimes autoritaires en place ou en poupe, donc, ne tarderont pas à montrer leur vrai visage à travers leurs dispositions à l'égard des femmes, de leurs droits sexuels et reproductifs et de leurs droit(s) au et du travail. Quand la répression s'étend aux militantes féministes, artistes, sportives, intellectuelles, syndicalistes, journalistes, enseignantes, migrantes, étrangères, homo et bissexuelles, transgenres de toutes générations, c'est que quelque chose ne tardera pas d'aller bientôt à contresens de la citoyenneté de toutes et tous, quand le pouvoir patriarcal impose son idée du rôle des femmes dans la société, mettant en danger les vies des femmes se mêle de [réprimer l'avortement](#), d'exclure l'avortement de l'exercice légal de la médecine, d'empêcher ou de freiner [un cadre législatif pour l'avortement sûr et sans risque](#), ou à l'inverse, quand il instrumentalise et mène des politiques natalistes restrictives, ou

des campagnes de [stérilisations forcées](#) sur des [pans de populations sélectionnées](#), et qu'il interdit de choisir ses/sa maternité/s, son humanité. Les femmes ne sont [ni minoritaires, ni mineures](#), même quand elles sont issues de [populations minoritaires sans respect de leurs droits](#).

Des droits non respectés

Risquons une revue des droits essentiels et fondamentaux auxquels États, employeurs ou mouvements politiques se risquent à faire entorse et qui ne manquent pas de soulever colères et luttes.

En tout premier, sans hiérarchie de valeur, plaçons par exemple le droit de s'associer, autrement dit de se syndiquer, bien commun de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs. Prenons par exemple la négociation âpre en cours entre Parlement européen, Conseil de l'UE et Commission européenne, qui tente d'écartier les syndicats le plus possible de toutes évaluations et mesures des écarts de salaire et de la valeur du travail. Disons-nous que parce qu'il s'agit de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, il ne sera pas crucial de préserver le droit des travailleuses et de tous [d'être représenté·es par les syndicats et élu·es de leur choix](#) ? Pourtant certains États membres de l'UE veulent en profiter et aller effectivement dans ce sens inverse.

Ces mêmes États qui à l'intérieur de l'Union européenne [flattent leurs opinions publiques et leurs électeurs et électrices](#), en modifiant au nom d'une politique familiale, les droits du travail des femmes: [congé parental restreint](#), encouragements aux femmes sous forme d'incitations fiscales de nature à se retirer de l'emploi, droits ou moyens insuffisants ou inexistantes de garde, de scolarité petite enfance, à quelques encablures de Strasbourg, siège du

Parlement européen, et pas toujours aussi loin qu'en Hongrie ou Pologne. En [Allemagne](#), démasquons les pré-supposés: tant les écarts de salaires (19,2 %) entre femmes et hommes que les déroulements professionnels inégaux, les gardes et la prise en charge scolaire petite enfance réduites ou inexistantes, les temps partiels (plus de 50 % des femmes en temps partiel), les faits établis interrogent.

Dénonçons en Asie sans les nommer ces lointains États proxénètes, qui pudiquement poussent à émigrer les femmes comme domestiques, en quasi esclavage. Fuyant misère et sous-emploi, elles envoient au pays les devises et aux familles de quoi se nourrir, comme le firent par le passé les émigré·es du Portugal, d'Espagne ou de Grèce, tandis qu'ils et elles fuyaient des régimes bien fascistes. Prenons conscience que les droits négociés à l'OIT s'arrêtent aux portes des pays qu'il ne faut pas voir refuser la main d'œuvre expatriée.

Avec l'argent rapatrié, quelles écoles construites au pays, quels centres de santé dédiés aux soins des filles et des femmes, quels emplois créés ? Un horizon, pour le coup morose, de ne pas voir grandir au pays qu'on a fui, les enfants, les filles promises au même avenir sans fin, entre les mains de familles démunies, la violence qui envahie tout, la justification et le maintien ou le « retour » de régimes « forts » et autoritaires, corrompus et toujours plus véhéments.

En regardant au plus près les conditions de travail des femmes dans les ateliers délocalisés à travers la planète et dans les pays où une majorité des emplois dans l'agriculture ou l'agro-industrie se trouvent occupés par des femmes, on s'aperçoit que la Convention C190 contre l'impunité du harcèlement au travail prend ici toute son importance pour de nombreuses travailleuses et leur permet-

tra d'espérer mieux garder leur emploi en toutes circonstances.

Ne passons pas sous silence le droit d'aller et venir avec des titres d'identité en propre (migrations, asile, libre circulation), celui de disposer de ses biens et de son salaire.

Militer pour gagner

De ce passé sombre et de ces risques d'un avenir sans promesses autres, voulus par des classes bourgeoises, réactionnaires et nationalistes, on peut sortir en militant d'urgence pour faire ratifier par un maximum d'états membres de l'OIT les conventions [C189 \(sur les travailleurs et travailleuses domestiques, 2011\)](#), seuls 35 pays sur 187 l'ayant fait, et [C190 \(sur la violence et le harcèlement, 2019\)](#) et la Recommandation [R206](#) la complétant, afin de renforcer partout leur application et mise en œuvre.

En mettant en avant et en action l'égalité des droits au travail et du travail, le même accès aux emplois inconditionnellement, aux formations et qualifications, on lutte pour l'égalité des femmes et des hommes, travailleuses et travailleurs, ici, et partout dans le monde. Contraignons entreprises multinationales et filiales, employeurs privés et publics, le 8 mars – Journée internationale des droits des femmes, dans tous les secteurs d'activité et tous les jours de l'année, à donner un égal accès, une égale reconnaissance et un [salaire égal pour un travail de valeur égale](#).

<https://www.ituc-csi.org/ratifierc190-les-travailleurs-du-monde>

En 2022, il faudra dire stop aux maltraitances, à toutes les sous-enchères et précarités, aux régressions qui sont et font partout le lit d'idéologies nuisibles au service des plus riches.

ALM

Discrimination raciale systémique

Une décision de justice historique !

Le 17 décembre 2019, le Conseil des Prud'hommes (CPH) a reconnu, pour la première fois en France, la notion de discrimination raciale systémique, à la suite de la saisine, en septembre 2016, de 25 travailleurs privés de titres de séjour, victimes de travail dissimulé et de conditions de travail indignes sur le chantier du 46 avenue de Breteuil à Paris.

La notion de discrimination systémique ne figure pas dans le droit français. Cependant, un rapport remis en 2013 au ministère de la Justice la définit comme une discrimination qui relève d'un ordre établi provenant de pratiques volontaires ou non, neutres en apparence, mais qui donne lieu à des écarts de rémunération ou d'évolution de carrière entre une catégorie de personnes et une autre. (Laurence Pécaut-Rivolier, « Lutter contre les discriminations au travail: un défi collectif », 2013).

Ce jugement du CPH de Paris applique ce concept pour la première fois dans le secteur du BTP.

En septembre 2016, 25 travailleurs maliens dépourvus de titres de séjour saisissent la CGT suite au grave accident de travail de l'un des leurs sur le chantier de l'ancien siège parisien de Michelin, 46 avenue de Breteuil.

Non déclarés, ils interviennent pour la société de sous-traitance MT Bat Immeubles sur l'opération de curage du bâtiment. Il s'agit de l'une des phases les plus pénibles et dangereuses des travaux de réhabilitation, qui amène notamment à retirer le béton détérioré ou contaminé par l'amiante.

En septembre, dans un contexte de violations massives des règles de sécurité, deux accidents se produisent. Un salarié se blesse à l'œil, un autre se fracture le bras en chutant d'un échafaudage non sécurisé et reste inconscient au sol. L'employeur refuse d'appeler les secours, préférant que les travaux avancent. Quand les travailleurs prennent l'initiative d'appeler les pompiers, il leur demande de ne plus revenir sur le chantier. Pendant deux mois, les 25 travailleurs maliens font grève et occupent partiellement le chantier. Ils sont soutenus par plu-

sieurs organisations de la CGT. Cette action syndicale aboutit à la signature d'un accord avec le maître d'ouvrage du Chantier, Covéa immobilier, et le donneur d'ordre Capron.

Cette transaction entre les différentes parties et l'État (préfecture et Direccte) débouche sur la réembauche des salariés par le donneur d'ordre et la régularisation de leur situation administrative par la Préfecture de Police de Paris. Pour la première fois, les constats de l'Inspection du travail sont pris en compte comme preuves de la relation de travail.

Alertée lors de l'accident du travail, l'Inspection du travail a enquêté et dressé un procès-verbal qui constate les multiples violations du droit du travail, et la soumission à des conditions de travail contraires à la dignité humaine.

Tout au long du conflit, les salariés expriment la sensation violente d'avoir été méprisés, déshumanisés, considérés de la « chair à chantier » et donc discriminés. Nous décidons alors de saisir le Défenseur des droits et le sociologue Nicolas Jounin, spécialiste de la hiérarchisation et ethnicisation des tâches dans le BTP sur ces enjeux. Le travail collectif de longue haleine avec les salariés, l'Inspection du travail, le Défenseur des droits, nos avocates et le sociologue N. Jounin nous ont permis d'étayer et bâtir notre raisonnement juridique.

Stratégie syndicale : Lutter, revendiquer, proposer, négocier, réparer, créer du Droit.

Le jugement obtenu aux prud'hommes de Paris parvient à « écrire du droit ». Il possède tous les ingrédients nécessaires empiriques pour faire la démonstration de la discrimination raciale systémique. L'arme de la grève reconductible, l'action syndicale coord-



© Bernard Rondeau/Photosociale



© Bernard Rondeau/Photosociale

donnée entre organisations de la CGT, la médiatisation, le rapport de forces ont permis d'aboutir à la signature d'un accord et d'aller plus loin en créant du droit.

À l'avenir, nous nous appuyerons sur ce précédent pour défendre des travailleurs dans des situations similaires dans le BTP et dans d'autres secteurs d'activité comme le traitement des déchets, la restauration, le nettoyage...

Au-delà de la régularisation administrative, ce précédent pose aussi la

question de la réparation et fait écho à la reconnaissance de la traite des êtres humains dans le milieu du travail obtenu en février 2018 au tribunal correctionnel de Paris pour les coiffeuses du 57 boulevard de Strasbourg.

Ces premiers jugements qui font date illustrent juridiquement les réalités que la CGT met en lumière depuis des années, et la situation de vulnérabilité des travailleurs privés de droits parce que sans titres de séjour.

Ils sont un des éléments de notre stratégie syndicale: lutter, revendiquer,

proposer, négocier, gagner des droits effectifs, réparer, créer de la jurisprudence. Le Droit devient alors une continuité, une des concrétisations de l'action collective.

La CGT, par ces actions, en mobilisant différents moyens, interpelle l'État de droit sur les moyens de garantir l'égalité de traitement dans les entreprises et l'application des principes constitutionnels.

Cela passe par le fait d'avoir des droits, le droit de pouvoir revendiquer et donc le droit au séjour et au travail. La CGT, au côté de nombreuses organisations, revendique que les politiques migratoires françaises, mais aussi internationales soient repensées pour cesser de discriminer et d'exploiter des êtres humains victimes de la misère, de guerres coloniales ou des besoins des sociétés capitalistes d'amplifier leurs profits en pressurant les plus fragiles et les moins défendus: les travailleurs migrants.

La CGT, que ce soit en France ou dans des instances internationales comme l'OIT, la CSI et la CES, se bat pour que les discriminations et la stigmatisation des travailleurs disparaissent et que les droits humains soient applicables à toutes et tous.

Marilyne Poulain





La lutte contre les idées d'extrême droite par les organisations syndicales européennes. L'exemple en Allemagne, Royaume-Uni, Italie et Espagne

Allemagne

Pour la première fois depuis l'après-guerre, un parti d'extrême droite, l'AfD, faisait son entrée au Bundestag en 2017, créant une large émotion dans le monde politique allemand et dans la population. Lors des dernières élections en septembre 2021, en dehors de l'enjeu de la succession d'Angela Merkel, les résultats de l'AfD étaient particulièrement attendus afin d'observer sa réelle évolution dans le pays. À la vue des résultats, la progression de l'AfD semble être contenue puisque son score est en régression au niveau national, perdant plus de 2 % passant de 12,6 % à 10,3 %. Malgré tout, ce score reste très élevé, d'autant que l'AfD reste particulièrement forte dans certaines régions allemandes, en particulier à l'est du pays où elle arrive en tête dans certains Länder.

L'Allemagne est un pays où le mouvement syndical semble avoir « *développé un ensemble d'actions très complet* » afin de contrer la montée des partis d'extrême-droite et la sympathie des travailleurs pour ses idées. L'héritage du passé expliquant probablement l'extrême vigi-

lance de nos camarades Allemands.

Ces actions ont consisté en :

1. L'adoption d'une stratégie « limites et porte ouverte », ce qui signifie une approche de non-tolérance à l'égard de l'expression des idées racistes ou d'extrême droite, mais en même temps laisser une porte ouverte pour orienter la colère et la frustration des travailleurs mécontents vers l'action collective;
2. Le DGB et ses membres développent des normes et des idées en matière de démocratie et de solidarité, par exemple en faisant de la défense de la démocratie et de l'antifascisme un pilier fondamental de l'activité syndicale. Certains dirigeants syndicaux locaux ont également commencé à appliquer des « mesures d'incompatibilité » visant à exclure les membres et les partisans des partis d'extrême droite de leurs organisations syndicales, bien que le débat se poursuive sur l'opportunité de mettre en œuvre cette politique de manière générale;
3. Le DGB et ses affiliés ont développé plusieurs études sur les stratégies d'extrême droite pour

les travailleurs et les membres des syndicats en particulier. Ces études ont été cruciales pour identifier les méthodes d'extrême droite afin d'approcher les travailleurs. Un autre point essentiel a été l'identification de la présence des organisations d'extrême droite sur les lieux de travail et dans les structures démocratiques des syndicats. Le DGB dirige actuellement un important projet de recherche dans six pays européens (Allemagne, France, Italie, Belgique, Pologne et Hongrie) qui vise à fournir une analyse actualisée de l'organisation et de la propagande d'extrême droite sur le lieu de travail;

4. Les interventions de sensibilisation et de formations syndicales et politiques constituent également un élément clé des stratégies des organisations syndicales en Allemagne. Un certain nombre de syndicats ont élaboré des brochures, produit des guides et lancé des programmes d'éducation qui non seulement mettent en lumière la véritable nature des partis d'extrême droite tels que l'AfD, mais sont également conçus pour préparer

les travailleurs à des débats sur des questions sociales et économiques importantes;

5. Les syndicats allemands ont commencé à mettre en œuvre des actions au niveau des entreprises, notamment en réponse aux tentatives des mouvements d'extrême droite de se faire élire au sein des comités d'entreprise, en particulier dans le secteur automobile. Il s'agit d'initiatives décentralisées qui n'ont pas encore été généralisées en une stratégie à part entière. Mais il s'agit d'un exercice encore en développement, appuyé par les recherches en cours du DGB et d'autres organisations. D'autres interventions sur le lieu de travail comprennent des initiatives de formation et d'éducation sur le lieu de travail visant à renforcer la culture démocratique interne des entreprises. Ces initiatives « ouvrent la porte » en promouvant une culture de débat autour de questions sensibles.

Les syndicats allemands ont également une longue histoire de participation aux mouvements antifascistes. Ces dernières années, les syndicats ont été impliqués de manière centrale dans les mobilisations locales et nationales contre l'AfD. Il y a deux ans, une manifestation de près de 50 000 personnes a eu lieu en Allemagne contre l'AfD, organisée par une coalition comprenant des syndicats, des organisations de défense des droits de l'homme et des associations de migrants. Depuis, d'innombrables mobilisations locales ont eu lieu, en lien avec des grèves et des luttes sur le lieu de travail.

S'il faut se garder de surestimer l'impact de ces événements – les difficultés de l'AfD sont également nées de tensions internes – il ne fait aucun doute que cette pression constante a joué un rôle important dans la mise en lumière et la dénonciation des tendances fascistes au sein de ce parti.

Royaume-Uni

Les organisations syndicales ont été l'un des piliers de l'activité antiraciste et antifasciste en Grande-Bretagne depuis les années trente. Plus récemment, les syndicats ont mené la mobilisation et la lutte contre le British Natio-

nal Front dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Cela explique en partie la nature faible et fragmentée de l'extrême droite en Grande-Bretagne aujourd'hui. Mais les syndicats ont une fois de plus été contraints de se mobiliser contre les mouvances d'extrême droite, qui réapparaît sous différentes formes.

Afin de priver l'extrême droite de l'espace dans lequel elle peut s'organiser et propager ses idées, les syndicats britanniques ont lancé ou soutenu un certain nombre de manifestations et de contre-manifestations ces dernières années. Parmi ces manifestations, on peut citer le soutien généralisé et les activités de solidarité des syndicats envers le mouvement Black Lives Matter. Reconnaisant le besoin urgent de s'appuyer sur ce qui a déjà été fait, le TUC et ses affiliés ont travaillé à l'élaboration de nouvelles stratégies pour contrer le racisme et l'extrême droite. Par exemple, le TUC échange avec des partenaires internationaux pour déterminer la meilleure façon de s'organiser contre les militants et la propagande d'extrême droite sur le lieu de travail, en vue de développer un programme de travail commun sur une base transfrontalière. En outre, le TUC est en train d'élaborer de nouveaux cours de formation, dont l'un – Winning Workplace Unity – a déjà été dispensé dans quatre régions.

Le Trade Union Co-ordinating Group (TUCG) a récemment publié un recueil qui attire l'attention sur divers aspects de l'activité syndicale visant à combattre le racisme et l'extrême droite. Parmi les initiatives mises en avant, citons les voyages de solidarité et d'éducation de la Fire Brigades Union (FBU) à Calais, au cours desquels des adhérents se sont rendus dans les camps avec des fournitures de premières nécessités et ont pu échanger avec des réfugiés et ainsi témoigner sur leur lieu de travail. L'exécutif de la FBU a décidé d'étendre ce projet afin que son message d'internationalisme et de solidarité puisse être diffusé plus largement parmi ses membres.

Les efforts de campagne du syndicat « Rail, Maritime et Transport (RMT) » dans la lutte contre le racisme institutionnel et l'extrême droite sont également soulignés, ainsi que son engagement à formuler une réponse syndicale comprenant, en collaboration avec le

TUC et d'autres, le développement d'une formation antifasciste.

Unite a lancé une campagne « L'unité au-dessus de la division », afin de permettre un engagement direct avec ses membres. Le travail de Unite comprend un processus de renforcement des compétences des militants afin qu'ils puissent remettre en question la propagande d'extrême droite sur le lieu de travail et dans les lieux de vie afin d'être en capacité de débattre et d'argumenter face à une personne professant des opinions racistes et d'extrême droite – ce qui correspond tout à fait à la stratégie de la « porte ouverte » poursuivie par certains syndicats allemands.

Unite a organisé une série de grands ateliers avec des travailleurs à travers le Royaume-Uni, en plus d'événements de formation d'une journée plus localisés. Le syndicat a formés l'ensemble de ses 100 formateurs dans les régions, en développant de nouvelles ressources pour les programmes d'éducation de base des délégués syndicaux, et a formé 100 autres animateurs en Irlande pour qu'ils soient ainsi armés dans leurs argumentations en réponse à une propagande et des activités d'extrême droite. Enfin, Unite s'est engagé auprès d'entreprises privées et de conseils municipaux pour dispenser une formation antiraciste, obtenant ainsi le soutien des employeurs au travers d'une charte syndicale « L'unité contre la division ».

Il est important d'ajouter que le succès des campagnes politiques contre le racisme et l'extrême droite a toujours été associé à des campagnes syndicales visant à construire une solidarité de classe. Rien qu'au cours des deux dernières années, plusieurs conflits de grande ampleur ont touché des secteurs essentiels au maintien de la société comptant une forte proportion de travailleurs migrants et issus des minorités ethniques.

Les propositions du gouvernement conservateur concernant de nouvelles restrictions à la migration après le Brexit confronteront nombre de ces travailleurs, déjà mal payés et précaires, à une exploitation et à des abus encore plus importants. C'est pourquoi l'accent mis sur l'organisation des travailleurs migrants par le TUC et ses affiliés est si important.

Un outil du TUC pour lutter contre l'extrême droite

Le centre de formation du TUC a développé un outil internet accessible à toutes et tous afin de pouvoir organiser, répondre et lutter face aux idées de l'extrême droite dans le monde du travail: "Tackling the far right" (« Lutter contre l'extrême droite »), consultable sur <https://learning.elucidat.com/course/5c9b976bf2fe0-5c9e426d38262>



Lutter contre l'extrême droite

L'extrémisme d'extrême droite est en hausse en Grande-Bretagne. Les discours haineux se répandent sans contrôle sur Internet et les actes de terrorisme d'extrême droite ont augmenté. Mais les syndicats ont des armes plus puissantes que l'extrême droite: la solidarité, la confiance et, bien sûr, nos représentants et militants syndicaux. Ensemble, nous pouvons préserver nos lieux de travail de la haine.

Découvrez comment faire >

Lutter contre l'extrême droite

Sélectionnez un sujet pour commencer:

- Pourquoi nous nous opposons à eux
- Qui ils sont
- Comment nous pouvons les arrêter
- Comment en parler



Comment nous pouvons les arrêter

Notre rôle sur les lieux de travail et dans les communautés nous donne de formidables occasions de contrer la propagande d'extrême droite qui se répand en ligne. Sélectionnez chaque rubrique pour savoir comment vous pouvez aider.

Parler; Campagne; Travaillez avec votre employeur; Pour obtenir l'adhésion de votre employeur; Engagez-vous auprès des communautés; S'attaquer aux membres d'extrême droite

Parler est notre plus grande force – c'est ce que nous savons faire, et c'est plus efficace qu'une lettre ou un tract. Lorsque vous parlez aux travailleurs, vous avez la possibilité de contrecarrer le flot de désinformation qu'ils ont pu rencontrer sur les médias sociaux. Vous rendez les choses personnelles et vous établissez la confiance. Les gens sont donc plus susceptibles d'écouter et ils apprécieront l'opportunité d'être entendus. Pour vous préparer à ces conversations, vous pouvez:

- vous entraîner à contrer les arguments avancés par l'extrême droite;
- préparer des faits ou des données crédibles pour vous aider à les réfuter;
- vous concentrer sur les problèmes et ne pas vous laisser entraîner par la politique politicienne;
- encourager une discussion ouverte – cela aidera les travailleurs à reconnaître l'extrême droite comme une menace pour leurs intérêts.



Espagne L'ascension de Vox

Vox a été créé en 2013 après que son dirigeant actuel, Santiago Abascal, a perdu ses illusions au sein du Partido Popular (PP). Vox partage les mêmes préceptes fondamentaux que les autres formations comparables dans les pays européens environnants. Il s'agit d'une force ultranationaliste, profondément opposée à l'immigration et promouvant un message fortement islamophobe.

Le nationalisme espagnol est particulièrement enraciné dans la vieille classe ouvrière, notamment dans les régions de l'intérieur et du sud, et parmi ceux qui se sentent attaqués par les nationalismes des régions de la périphérie – le Pays basque et la Catalogne. Cet identitarisme est la valeur la plus fondamentale de Vox. Son succès doit avant tout à un message ultranationaliste espagnol, déployé en réaction aux nationalistes catalans qui ont proclamé l'indépendance en octobre 2017. Son antagonisme contre les Catalans repose sur un patriotisme romantique aux teintes franquistes: il appelle à la répression systématique des partis indépendantistes et de tous les hommes politiques ayant participé à la déclaration d'indépendance.

Aux dernières élections parlementaires, Vox a obtenu 13 sièges sur 136, notamment grâce à des très bons résultats en Andalousie. Une percée sur la scène politique fulgurante et particulièrement inquiétante. Vox noue par ailleurs des liens incestueux avec toute une partie du PP qui n'a jamais vraiment rompu avec le franquisme.

Notons enfin que Vox a lancé son syndicat Solidariedad au début de l'année 2021. L'objectif de ce syndicat est de remplacer les syndicats CC.OO et UGT jugés comme étant « *corrompus* » et de promouvoir les intérêts des travailleurs « *véritablement espagnols* ». Ce syndicat, extrêmement marginal, s'est pour l'instant surtout distingué par sa volonté de « *limiter le droit de grève* » et son appel à participer au 1^{er} mai 2021 sur ses propres mots d'ordre – le chef du parti y prendra d'ailleurs la parole dans un rassemblement appelé par le syndicat.

Le plan d'action des CC.OO (Comisiones Obreras) pour lutter contre l'extrême-droite

La priorité de ce plan est de développer une plateforme pour renforcer la capacité des syndicats à lutter contre l'extrême droite, en soutenant les organisations affiliées pour résister à toutes les tentatives de diviser les travailleurs, que ce soit sur le lieu de travail ou en politique.

- Action 1: Suivi au plus haut niveau des débats du comité exécutif de la CES en juin 2022 avec des personnes dédiées à assurer la liaison pendant la période de la feuille de route.
- Action 2: Intégrer la lutte contre l'extrême droite dans toutes nos organisations.
- Action 3: Poursuite de la mise en réseau et de l'échange de pratiques de formation avec un dépôt en ligne de matériel syndical et des réunions de coordination des formateurs syndicaux.
- Action 4: Formation spécifique sur la communication comme moyen d'aider les syndicats à construire un discours fort, fondé sur des valeurs, pour combattre l'extrême droite.
- Action 5: Éducation politique pour articuler notre vision de la lutte contre l'extrême droite.
- Action 6: Renforcer la capacité des syndicats à contrer les discours d'extrême droite.
- Action 7: Commander des recherches sur l'opinion publique et contacter les organisations et institutions qui étudient ou cherchent à contrer l'extrémisme d'extrême droite.
- Action 8: Célébrer l'histoire de notre mouvement et ses valeurs fondamentales.
- Action 9: Surveiller l'influence de l'extrémisme de droite sur le lieu de travail au moyen d'une enquête annuelle.
- Action 10: Élaborer des stratégies industrielles pour lutter contre le développement des discours de division sur le lieu de travail.
- Action 11: Modèle d'accord des partenaires sociaux – la CES proposera dans son mandat pour le futur programme de travail

des partenaires sociaux européens en matière de dialogue social pour 2022-2024 d'inclure un point sur « *la réponse des partenaires sociaux à la montée de l'extrême droite* ».

- Action 12: Construire des alliances – se concentre particulièrement sur la construction d'alliances pour contrer l'extrémisme de droite et appeler à la régulation des médias sociaux, contre les discours de haine, l'intimidation et le harcèlement sur les plateformes en ligne.
- Action 13: Combattre l'extrême droite au Parlement européen.
- Action 14: Préserver l'État de droit et subordonner tous les fonds de l'UE au respect de l'État de droit.
- Action 15: Maintenir les idées d'extrême droite et extrémistes hors de notre mouvement en menant une enquête auprès de nos affiliés nationaux et sectoriels afin d'identifier les normes et pratiques qu'ils ont adoptées.

Italie

Avec l'arrivée au pouvoir de Berlusconi une première fois en 1994, puis en 2001 et en 2008, l'Italie sera l'un des premiers pays européen qui verra l'extrême droite accéder au pouvoir et à la gestion des affaires dans la période de l'après-guerre.

Cette arrivée à la tête de l'Italie ouvre une longue période de banalisation et de « normalisation » de leurs idées dans la vie politique italienne et qui ouvrira la voie à d'autres mouvements néo-fasciste et d'extrême droite comme la Lega ainsi que populistes, comme le mouvement « 5 étoiles »...

Fondée en 1991, la Lega est au départ un mouvement régionaliste ancré dans le nord de l'Italie qui fustige « *Rome la voleuse* » et les habitants de la partie sud de l'Italie, les immigrés, l'Islam et l'Union européenne. Exsangue après les élections de 2013, la Lega est reprise en main par Matteo Salvini qui la transforme en force nationale et nationaliste avec comme caractéristique un durcissement notable des attaques contre les immigrés, l'Islam et l'Union européenne, une tentative de don-

ner une définition ethnique de la nation italienne et la volonté affirmée de placer les « italiens » d'abord, en une sorte de préférence nationale alors même que Salvini ne cache pas son admiration pour Le Pen et Orban. Sous l'impulsion de Salvini, la Lega obtient 17 % des voix aux élections parlementaires de 2018 et plus de 34 % aux élections européennes de 2019. Sur la base de ce rapport de force, Salvini intègre le gouvernement Conte et devient vice-président du Conseil et ministre de l'Intérieur. Sa politique se caractérise notamment par une succession de mesures hostiles aux immigrés : fermeture des ports aux bateaux de migrants (affaires *Aquarius*), décrets-lois restreignant le droit d'asile et facilitant l'expulsions des clandestins. Salvini déploie une stratégie visant à saturer l'espace public en multipliant les déclarations chocs, les meetings de masse mettant en scène le « leader ».

À la fin de l'été 2019, il échoue dans sa stratégie exigeant des élections anticipées et demandant aux italiens « les pleins pouvoirs » dans une allusion à peine voilée aux propos tenus par Mussolini.

En septembre 2019, un procès s'ouvre à Palerme dans le cadre de l'affaire de l'*Aquarius*, l'accusant d'avoir bloqué en mer 147 migrants dans des conditions sanitaires désastreuses. À ce jour, le procès est toujours en cours.

Le monde syndical italien ne se trouvant pas en dehors de la vie politique italienne, des organisations syndicales proches de l'extrême droite et aux idées nationalistes prennent de l'importance dans le paysage Italien.

Par exemple, en 1996, la CISNAL fondée en 1950 et qui était liée au parti néofasciste MSI change de nom pour devenir l'UGL (Unione Generale del Lavoro), ses dirigeants soutiennent la Ligue du Nord. Son précédent secrétaire général, Claudio Durigon, est un ancien membre du parti d'extrême droite, tandis que l'actuel secrétaire général de l'UGL, Paolo Capone, a publique-

ment soutenu la Ligue lors des dernières élections européennes.

Cette organisation syndicale, qui affiche clairement ses intentions de défendre les travailleurs nationaux italiens, ne se contente pas de développer et d'afficher des idées fascistes, elle sert avant tout à servir les intérêts du grand capital.

L'UGL défenseur des intérêts patronaux des grands groupes tels que Uber et Deliveroo

En 2019, le gouvernement Italien vote un texte législatif sans ambition apportant aux livreurs une base *a minima* de droits sociaux comme les congés maladie et la sécurité sociale sans remettre en cause le statut des livreurs à vélo.

Les entreprises se voient dans l'obligation malgré tout de négocier dans l'année des accords avec les organisations syndicales, sans quoi l'état se donne la possibilité de légiférer directement.

Les grandes multinationales du secteur se sentant menacées, décident donc de se rapprocher de l'UGL, organisation minoritaire afin de signer un accord *a minima*, craignant de voir l'État leur imposer des mesures qui remettrait éventuellement en cause leur modèle économique.

Cette signature entre Uber, Deliveroo et l'UGL, sera saluée sans surprise par les directions des multinationales du secteur.

Les 3 plus grandes organisations syndicales dont la CGIL en tête, s'opposent fermement à tout accord qui ne remettrait pas en cause le statut d'auto-entrepreneurs considérant que « *pour nous un livreur est un employé, il en a toutes les caractéristiques* », explique Danilo Morini, de la fédération transport et logistique de la CGIL. Pour nos camarades, la lutte essentiel est bien évidemment de gagner un véritable statut pour ces travailleurs... et démasquent et révèlent ainsi la véritable nature de l'UGL au travers de la signature de cet accord en défaveur des travailleurs.

De plus, la CGIL travaille en étroite collaboration avec la DGB et

d'autres partenaires syndicaux européens sur un projet de recherche axé sur l'organisation et les stratégies d'extrême droite sur les lieux de travail.

Elle mène une campagne visant à contrecarrer les efforts de la Lega pour s'implanter sur les lieux de travail et dans les syndicats. Elle mène cette campagne pour mettre encore plus en lumière les pratiques et les actions de l'UGL.

La CGIL travaille également en étroite collaboration avec l'Association nationale des partisans italiens (ANPI), qui vient de signer un protocole avec le ministère de l'Éducation pour promouvoir la mémoire des mouvements antifascistes dans les écoles.

Toutes ces luttes que mène la CGIL pour combattre les idées d'extrême droite provoqueront une attaque particulièrement violente au mois d'Octobre de la part « d'un escadron fasciste » dans les locaux même de leur confédération, et ceci en marge d'une manifestation d'antivax à Rome à laquelle ces individus d'extrême droite participaient.

Cette attaque a provoqué une émotion dans l'ensemble du monde syndical européen et mondial, et une manifestation imposante antifasciste aura lieu la semaine suivante cette attaque pour dénoncer de tels actes.

Plusieurs organisations européennes, dont une délégation CGT, étaient présente à cette manifestation.

Maurizio Landini déclarera au nom de la CGIL à l'occasion de ces événements inquiétants : « *Il faut que ce soit clair : si quelqu'un a pensé nous intimider, nous faire peur, nous faire taire, il doit savoir que la CGIL et le mouvement ouvrier ont déjà vaincu le fascisme dans ce pays et ont permis de retrouver la démocratie. ils ne nous intimident pas, ils ne nous font pas peur.* » et d'ajouter : « *Les formations qui font référence au fascisme doivent être dissoutes, il est temps de le dire clairement* »

JBC



Il Segretario Generale



Cher(e)s frères et sœurs,

Je voudrais vous remercier, au nom de toute la CGIL, pour la forte solidarité dont vous avez fait preuve envers nos organisations, lorsque nos locaux à Rome ont été attaqués et vandalisés le 9 octobre.

Cette attaque a une claire connotation fasciste; ces mouvements, en mettant en œuvre une action aussi violente, ont voulu faire taire le mouvement syndical - qui représente des millions de travailleurs et de retraités, dans un mouvement historique crucial pour l'avenir de l'Italie et de l'Europe entière.

Notre réaction, avec la manifestation organisée le 16 octobre, n'est que le début de toutes les formes de fascisme que nous entendons poursuivre au niveau national, européen et international.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont envoyé des messages, nous ont appelés ou contactés en nous transmettant leur solidarité et leur proximité. Je remercie en particulier les camarades qui ont organisé des manifestations dans d'autres villes européennes et dans le monde entier : nous ne nous sommes pas sentis seuls, mais entourés et renforcés par un mouvement syndical mondial qui a été attaqué dans son ensemble.

Nous sommes conscients que la lutte ne s'arrête pas là, mais que ce n'est que le début d'un processus de sensibilisation et d'une mobilisation qui devrait aboutir à la mise en place d'un réseau antifasciste international et à la défaite de toutes les formes de fascisme. Ce mouvement vise à faire taire les organisations syndicales confédérales qui sont fortement ancrées dans les valeurs de l'antifascisme, de la démocratie, du rôle central joué par des emplois sûrs et stables, de l'État de droit, de la solidarité et de la paix. Notre réponse est et sera très ferme: personne ne fera taire ceux qui défendent les principes et les valeurs de la Constitution italienne née de la résistance antifasciste.

Votre proximité a réchauffé notre cœur dans un moment de détresse et de douleur. Nous sommes profondément conscients qu'unis nous sommes plus forts et que nous continuerons à lutter ensemble.

En toute solidarité,

Maurizio Landini

A handwritten signature in black ink that reads "Maurizio Landini".

Corso d'Italia, 25 – 00198 Roma
Tel. +39 06 8476466 - 499
Fax +39 06 8476490
www.cgil.it

Affiliata alla Confederazione
Europea dei Sindacati (ETUC-CES)
e alla Confederazione Internazionale
dei Sindacati (ITUC-CIS)

Les dangers du national-libéralisme en Russie

L'effondrement de l'Union soviétique et la crise économique d'ampleur inégalée qui l'a suivi ont ouvert un boulevard pour les discours nationalistes et xénophobes en Russie. Dans le champ politique, le pouvoir a toujours joué sur les discours chauvins faisant le lien entre « passé soviétique » et « avenir russe ». La traduction électorale de ce choix du gouvernement a été d'articuler un parti de pouvoir, Notre maison la Russie, dans les années quatre-vingt-dix, Russie unie à partir des années 2000, développant un fort discours nationaliste avec d'autres forces politiques soutenant le régime et se positionnant pour la défense de l'idée nationale de gauche pour le KPRF et de droite pour le LDPR.

Après une décennie de récession, les années 2000 marquent un retour vers la croissance et la stabilité qui s'opère sur fond de casse du Code du travail. Confrontée aux problèmes démographiques, l'économie russe refait surface en faisant massivement appel aux travailleurs issus des anciennes républiques soviétiques. La figure de travailleurs migrants s'installe durablement dans l'imaginaire surchauffé des nationalistes de tout bord.

À partir de 2005, les mouvances xénophobes font leur démonstration de force sous la forme d'une manifestation annuelle appelée « Marche russe ». Plusieurs années durant, elles vont également organiser des manifestations distinctes du 1^{er} mai, Russki Pervomaï, avec la volonté affichée de prendre cette fête à la gauche.

Dans cette période, la frange violente de ces mouvements n'hésite plus à passer à l'action. D'après le centre de recherche SOVA, spécialisé dans l'étude des mouvances xénophobes, on dénombre 109 meurtres pour motif de haine raciste en 2008. Le 19 janvier 2009, un ultranationaliste assassine en plein centre de Moscou les militants de gauche, l'avocat des droits l'homme Stanislav Markelov et la journaliste Anastassia Babourova.

Alexeï Navalny et le national-libéralisme

C'est dans ce contexte que s'opère l'entrée en scène d'Alexey Navalny, qui va compléter la famille nationaliste en lui donnant un nouveau membre, le national-libéralisme. Il ne quittera plus ce créneau depuis. C'est à cette époque qu'il enregistre des clips haineux faisant promotion de la légalisation des armes et attisant la haine anti-migrant (<https://www.youtube.com/watch?v=oVNJiO10SWw>). Cette production audio-visuelle douteuse est toujours visible sur internet et n'a jamais été reniée par son auteur. Toujours soucieux de maîtriser l'échiquier électoral, le pouvoir poutinien mise sur Navalny et l'aide à se présenter aux élections municipales moscovites en 2013, où il se place deuxième avec 27,24 % en promettant de chasser les travailleurs migrants de la ville.

Avec la guerre en Ukraine en 2014-2015, le Kremlin reprend le leadership du discours nationaliste, lui confère définitivement une empreinte impérialiste et parvient à marginaliser les Marches russes qui dorénavant ne cesseront de décliner. Tout occupé à la lutte anticorruption,

Navalny ne cède pourtant pas un pouce du terrain nationaliste. Il organise et médiatise en 2017 un débat avec Igor Strelkov, officier de FSB et figure emblématique de l'annexion de la Crimée et de la militarisation du conflit ukrainien dans le Donbass.

Le dernier mouvement social d'ampleur en Russie a eu lieu en réaction à l'augmentation de l'âge de départ à la retraite en 2018. Voici ce que nous en écrivions dans la note aux organisations de la CGT en date du 6 juillet 2018: « *L'opposition libérale, toute acquise au contenu de la réforme, tente de faire bonne mine et de se montrer dans l'opposition. Le choucho de l'Occident, l'ultralibéral et nationaliste Navalny, a mis le 25 juin sur sa chaîne Youtube une vidéo expliquant que la réforme du gouvernement était du vol (mot qu'il adore) et que la bonne réforme était celle qui assurait aux cotisants le fait de récupérer au moment de la retraite chaque rouble cotisé durant la vie active. Une apologie d'un système par capitalisation en lieu et place du système par répartition. Organisant ses propres meetings le 1^{er} juillet, Navalny n'a pas oublié de faire passer par les médias qui lui sont favorables le message suivant: attention, l'action syndicale vous détourne de la vraie lutte, celle qui vise*



Alexeï Navalny manifestant lors des « Marches russes » sous le drapeau ultra-nationaliste et impérial russe et le slogan « Nous sommes Russes – Dieu est avec Nous »

à renverser le régime ». Rescapé d'une tentative d'empoisonnement, Navalny va tenter son va-tout politique début 2021 lorsqu'il rentrera en Russie après avoir été soigné dans une clinique berlinoise. Son arrestation à la sortie de l'avion a déclenché une vague de protestation réprimée par les autorités. Les participants aux manifestations sont arrêtés et écotent de condamnations, les entreprises où ils travaillent les licencient. Le bras droit de Navalny déclare pourtant que « cela vaut le coup de pousser les gens dans cette fournaise »

Ni poutinisme, ni populisme

Certains opposants russes, comme Grigory Yavlinsky, fondateur du parti démocratique Yabloko, comparent ces mobilisations en faveur de Navalny aux manifestations pro-Trump ou de Pegida en Allemagne. Voilà ce qu'il dit, dans un entretien publié sous forme d'article sous le titre : « Ni poutinisme, Ni populisme » le 6 février 2021 sur le site internet de l'Écho de Moscou.

« L'orientation politique de Navalny est le populisme et le nationalisme. À mon avis, l'essence politique de sa démarche a été précisément formulée en 2011 par Valeria Novodvorskaya [une autre opposante célèbre de Poutine, ancienne dissidente soviétique aujourd'hui décédée]: "Navalny peut devenir le fu-

tur chef des foules affolées, et donner aux protestations une orientation nazie [sous-entendu: en s'appuyant sur le populisme et le rejet du pouvoir en place]. La lutte contre la corruption peut conduire vers les mêmes résultats qu'au Bélarus. Loukachenko a séduit le peuple car il parlait du matin au soir de la lutte contre la corruption. Il a ainsi acheté les Bélarussiens crédules à peu de frais. Et l'intelligentsia, faible intellectuellement, soutint Loukachenko, car elle était convaincue de pouvoir le manipuler à sa guise... Eh bien, nous voyons le paysage biélorusse aujourd'hui...

Les arrestations ne créent pas en elle-même une vertu politique. Beaucoup de bolcheviks ont écotent avant leur prise du pouvoir de peines de travaux forcés et Dzerjinsky a été en prison pendant dix ans. Hitler a également été emprisonné. Dommage que sa peine n'était pas de quinze ans. Peut-être qu'il n'y aurait pas eu de Seconde Guerre mondiale... Si les foules suivent Navalny, le pays fera face au fascisme à l'avenir... La vague qui monte maintenant ne monte pas seulement contre Poutine. Elle se lève pour l'avenir antidémocratique de la Russie. Elle se lève pour le communisme du passé ou pour le fascisme du futur. Et Navalny est l'un des leaders potentiels de ce nouveau désastre ». Pour Grigory Yavlinski: « La corruption n'est pas la seule responsable de la paupérisation de la population russe. Il y a les guerres

en Syrie et au Donbass, les dépenses militaires non transparentes. Or Navalny n'a jamais caché son orientation nationaliste à l'occasion des guerres avec la Géorgie ou l'Ukraine. Navalny ne se soucie pas du sort des gens qui sortent dans la rue à son appel et se retrouvent aux prises avec la loi. Il leur a promis des compensations grâce aux condamnations futures de la CEDH. » Yavlinski considère ainsi que l'Occident n'a pas une juste compréhension de ce qu'il se passe en Russie. Il espère que les événements du Capitole permettront aux dirigeants occidentaux de réévaluer les dangers du populisme. En s'adressant à ses lecteurs, il tire la conclusion suivante de ses analyses: « Chacun décide pour lui-même s'il soutient ou non la figure politique de Navalny. Mais vous devez comprendre: la Russie démocratique, le respect de l'homme, la liberté, la vie sans peur et sans répression sont incompatibles avec le projet politique de Navalny. Ce sont des directions politiques fondamentalement différentes. »

Notre préoccupation est donc grande devant le geste des parlementaires européens qui font preuve d'un aveuglement et d'une surdité ahurissante en attribuant le prix Sakharov 2021 à Alexey Navalny, passant sous silence son orientation nationaliste, chauvine et raciste.

RT et PC

Les droits des travailleurs migrants sont inaliénables. Ils bossent ici, ils restent ici... s'ils le veulent

Au sortir de deux années de restrictions anti-Covid, la Russie est confrontée à des pénuries inédites de main-d'œuvre. Avec le premier confinement du printemps 2019, les employeurs ont licencié sans ménagement et sans payer les retards de salaires, des centaines de milliers de travailleurs migrants. Ces personnes ont eu le plus grand mal à regagner leurs pays d'origine et ne se pressent pas pour le moment pour revenir. Les employeurs sonnent donc le tocsin: les pénuries sont telles que les salaires grimpent!

Plus d'un million de travailleurs manœuvraient à l'appel dans le bâtiment et les grands travaux d'infrastructure. La moitié d'entre eux sont attendus dans les chantiers publics, confiés toutefois à des opérateurs privés, comme la rénovation des chemins de fer sibériens ou la construction d'autoroutes. Les autorités ont ainsi discuté le plus sérieusement du monde la possibilité de faire appel au travail des prisonniers. La Confédération du travail de Russie (KTR), organisation de lutte indépendante des employeurs et de l'État, a

dû leur rappeler que ces projets entraient en violation de la convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé. Ces pénuries sont accentuées par la faiblesse des rémunérations dans ce secteur, en moyenne inférieures de 13 % au reste de l'économie, et par la concurrence du secteur des livraisons en pleine croissance et dont les salaires, pourtant faibles également, attirent cependant davantage. La reprise de la production agricole se retrouve également hypothéquée par ce manque criant de bras.

Une partie de la classe politique, rejointe par certains syndicats (FNPR, mais aussi le Syndicat des travailleurs migrants affilié directement à la FSM), clame sa volonté de profiter du moment pour cesser de faire appel aux travailleurs migrants. Cette campagne aux accents populistes se heurtera inmanquablement aux vérités géopolitiques, démographiques, et humaines:

- à partir de 2010, les marchés du travail des pays membre de L'Union économique eurasiatique (UEEA) ont été unifiés. Les ressortissants biélorusses, kazakhs, kirghizes et arméniens peuvent travailler en Russie sans autorisation préalable;

- l'essentiel de la main-d'œuvre migrante est néanmoins fourni par l'Ukraine et l'Ouzbekistan, qui comblent le trou démographique russe provoqué par la chute de l'URSS;
- une étude réalisée en 2021 par le syndicat Novoprof, affilié à la KTR, montre que la qualification des travailleurs migrants augmente, ce qui conditionne leur plus grande spécialisation et leurs attentes accrues en termes salariaux. Ils aspirent également de plus en plus à « se sédentariser », à sortir de la condition de migrants qui vont et viennent entre les

pays au gré des soubresauts de la conjoncture et à restaurer l'équilibre entre le travail et la vie privée.

Tout est donc en place pour faire voler en éclat ce modèle toxique de la main-d'œuvre étrangère corvéable à merci, disponible à la demande et qu'on vire du pays une fois qu'on en a plus usage. La KTR, partenaire syndical de longue date de la CGT, est résolument engagée dans cette lutte pour la défense et l'égalité des droits des travailleurs migrants sur le territoire de la Fédération de Russie.

RT

Deux expressions récentes de la CGT condamnent les manœuvres de l'extrême droite et défendent les migrants en Europe de l'Est

Lettre de Philippe Martinez à Piotr Duda, président de Solidarnosc (7 décembre 2021)

Monsieur Piotr Duda,

Nous avons découvert avec stupeur et écœurement les multiples signaux de proximité que votre organisation affiche avec plusieurs représentants de l'extrême droite française.

« *Tout oppose syndicats et extrême droite. Non seulement l'histoire syndicale et la fière tradition de lutte contre l'extrême droite, mais aussi les valeurs défendues par les syndicats d'aujourd'hui* ». Ces deux phrases sont tirées de la résolution de la CES adoptée à la réunion du comité exécutif des 3 et 4 juin 2021, « Feuille de route de la CES – Élaborer la réponse syndicale face à la montée de l'extrême droite ».

Ces valeurs sont-elles encore celles de votre organisation? Le soutien sans fard apporté à Marine Le Pen par le journal officiel de votre confédération, *Tygodnik*, nous convainc du contraire. Elle fait la une de son édition du mois de novembre et s'exprime dans une interview amicale. Vous poussez votre complaisance jusqu'à proposer sur internet la version francophone de votre organe de presse où l'extrême droite française étale ses idées *ad nauseam*. Nous

considérons comme tout à fait anormal que vous développiez un tel média en français où l'extrême droite française étale librement ses thèses sous la bannière de Solidarnosc. Ce site fait également la promotion d'un autre candidat xénophobe à la présidence française, Éric Zemmour. Le parti de Marine Le Pen comme le mouvement d'Éric Zemmour développent dans notre pays une idéologie raciste et xénophobe et s'opposent aux valeurs de démocratie et de liberté d'expression. Ils portent un programme antisocial et antisyndical. La mise en œuvre de leurs propositions créeraient des divisions entre les travailleurs et affaibliraient considérablement leurs droits. Leurs idées sont donc constamment combattues par nos organisations syndicales.

Cette démarche et les choix qui la motivent heurtent de front la CGT, le combat de générations entières de ses militantes et militants, le sacrifice de plusieurs milliers d'entre eux dans la lutte contre le totalitarisme et le racisme, notamment dans les formes qu'il a pris dans les années trente et au cours de la Seconde Guerre mondiale.



Votre positionnement actuel est aussi une insulte à celui que vous adoptiez il y a quarante ans, en avançant la nécessité de construire un syndicalisme de lutte, libre et indépendant, dans un système qui ne permettait pas de tels développements. Les choix que vous faites aujourd'hui, depuis votre refus de défendre les droits des LGBT jusqu'à celui de participer au rejet et à la stigmatisation des migrants at-

teignent durablement et éclairent d'une lumière particulièrement brune l'image et la réputation de Solidarnosc.

Il nous conduit à nous interroger sur votre présence dans la CES et la CSI à l'heure où l'une comme l'autre font de la lutte contre l'extrême droite et le fascisme dans le monde l'une de leurs priorités. Car les positions défendues par les représentants de l'extrême droite en France et relayées sans vergogne par Solidarnosc ne

sont pas seulement un affront aux organisations syndicales françaises, elles sont aussi et surtout une atteinte aux valeurs et aux intérêts de l'ensemble des affiliés de la CES de la CSI, ainsi qu'à leurs statuts. C'est pourquoi nous porterons, avec d'autres organisations, cette affaire auprès des instances de la CES devant lesquelles nous vous demandons par ailleurs de vous expliquer.

Pour la CGT, le respect d'un certain nombre de valeurs fondamentales,

au premier rang desquels la lutte contre l'intolérance, contre le racisme et contre le fascisme, ne peut souffrir quelque ajustement que ce soit. Les transgresser ne doit pas rester sans suites. C'est pourquoi nous demandons à la CES l'activation de l'article 4 des statuts de l'organisation.

Philippe Martinez,
Secrétaire général de la CGT

La CGT dénonce le traitement raciste, inhumain et dégradant des migrant.e.s à la frontière entre l'Union européenne et le Bélarus (communiqué de presse du 19 novembre 2021)

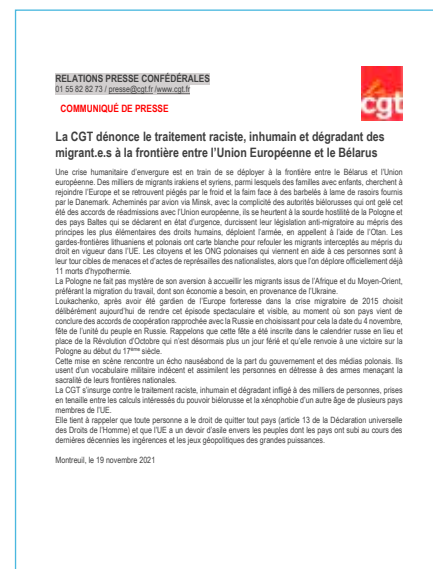
Une crise humanitaire d'envergure est en train de se déployer à la frontière entre le Bélarus et l'Union européenne. Des milliers de migrants irakiens et syriens, parmi lesquels des familles avec enfants, cherchent à rejoindre l'Europe et se retrouvent piégés par le froid et la faim face à des barbelés à lame de rasoirs fournis par le Danemark. Acheminés par avion *via* Minsk, avec la complicité des autorités biélorusses qui ont gelé cet été des accords de réadmissions avec l'Union européenne, ils se heurtent à la sourde hostilité de la Pologne et des pays baltes qui se déclarent en état d'urgence, durcissent leur législation anti-migratoire au mépris des principes les plus élémentaires des droits humains, déploient l'armée, en appellent à l'aide de l'Otan. Les gardes-frontières lithuaniens et polonais ont carte blanche pour refouler les migrants interceptés au mépris du droit en vigueur dans l'UE. Les citoyens et les ONG polonaises sont à leur tour cibles de menaces et d'actes de représailles des nationalistes, alors que l'on déplore officiellement déjà 11 morts d'hypothermie. La Pologne ne fait pas mystère de son

aversion à accueillir les migrants issus de l'Afrique et du Moyen-Orient, préférant la migration du travail, dont son économie a besoin, en provenance de l'Ukraine.

Loukachenko, après avoir été gardien de l'Europe forteresse dans la crise migratoire de 2015, choisit délibérément aujourd'hui de rendre cet épisode spectaculaire et visible, au moment où son pays vient de conclure des accords de coopération rapprochée avec la Russie en choisissant pour cela la date du 4 novembre, fête de l'unité du peuple en Russie. Rappelons que cette fête a été inscrite dans le calendrier russe en lieu et place de la Révolution d'Octobre, qui n'est désormais plus un jour férié, et qu'elle renvoie à une victoire sur la Pologne au début du XVII^e siècle.

Cette mise en scène rencontre un écho nauséabond de la part du gouvernement et des médias polonais. Ils usent d'un vocabulaire militaire indécrot et assimilent les personnes en détresse à des armes menaçant la sacralité de leurs frontières nationales.

La CGT s'insurge contre le traitement raciste, inhumain et dégradant infligé à des milliers de personnes, prises



en tenaille entre les calculs intéressés du pouvoir biélorusse et la xénophobie d'un autre âge de plusieurs pays membres de l'UE.

Elle tient à rappeler que toute personne a le droit de quitter tout pays (article 13 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme) et que l'UE a un devoir d'asile envers les peuples dont les pays ont subi au cours des dernières décennies les ingérences et les jeux géopolitiques des grandes puissances.



Amériques

Les nouveaux visages de l'extrême droite aux États-Unis

Et si les États-Unis étaient eux aussi en proie à une poussée de l'extrême droite? L'élection de Donald Trump, dont la présidence fantasque à bien des égards ne doit pas nous faire oublier qu'elle s'est construite et conduite sous l'aile la plus droitière, réactionnaire et nationaliste du Parti républicain, charrie derrière elle toute une nébuleuse de mouvements plus ou moins constitués qui en appelle au suprémacisme blanc, ou qui se réfère plus frontalement à une forme de néonazisme assumé. Récemment, un rapport du Département de la sécurité intérieure publié en octobre 2020 établit clairement que l'extrémisme suprémaciste blanc constitue la menace de terrorisme « *la plus persistante et la plus meurtrière sur le sol américain* ». Le populisme outrancier de Donald Trump n'était pas qu'un avatar désuet d'une parenthèse politique qui se sera fermée sur l'épisode surréaliste d'un président en appelant à envahir le capitole, arguant ainsi à ses yeux, et à ceux de ses partisans, que la démocratie pouvait être battue en brèche.

Une nébuleuse aux mille facettes

L'extrême droite existe bel et bien et elle a un nom: « *alt-right* » pour

droite dite « alternative ». Derrière cette bannière, on trouve une communauté hétérogène, qui est née et prospère sur le Net. C'est aussi un point saillant du militantisme raciste aux États-Unis, il se structure et se propage essentiellement à travers les réseaux sociaux. Par ailleurs aux États-Unis, ces milieux d'extrême droite sont très liés au mouvement évangélique. Et pour eux, il n'y a qu'une vérité, une seule information, d'où le rejet et l'hostilité envers tous les médias. C'est pourquoi ils ont une telle présence en ligne. Ces mouvements sont certes très hétéroclites, cela va des néonazis aux nostalgiques du Sud confédéré, en passant par des isolationnistes, des complotistes, des suprémacistes et bien sûr des trolls en tout genre. Mais tous s'accordent sur un point: ils rêvent d'une Amérique blanche, virile et anti-immigrés.

Une idéologie qui tue

Cette idéologie n'est pas purement théorique, elle s'incarne au contraire et les drames se succèdent. Elle s'est cruellement exprimée à l'occasion de meurtres comme celui perpétré en 2020 à Minneapolis à l'encontre de George Floyd, 40 ans, d'Atatiana Jefferson, 28 ans; en 2019 à Fort Worth de Freddy Gray, 25 ans; à Baltimore

en 2015 de Michael Brown, 18 ans; en 2014 de Tamir Rice, 12 ans, abattu par un policier blanc alors qu'il jouait avec un pistolet en plastique dans un parc de Cleveland. Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive. Toutes ces victimes étaient noires.

Le suprémacisme blanc

Et l'outil qui a été élaboré pour justifier l'injustifiable, c'est le suprémacisme blanc, qui concentre et coagule tous les mouvements qui se réclament peu ou prou de cette idéologie. Si la haine s'est portée historiquement sur la communauté noire, il faut désormais adjoindre à cette aversion pour les Afro-Américains celle pour les « Latinos », les Musulmans, les Asiatiques et, bien sûr, les femmes et les communautés LGBT. Le suprémacisme qualifie donc une idéologie qui considère qu'une catégorie de personnes est supérieure aux autres (jusqu'à là c'est du racisme), mais qui va plus loin qu'une simple forme de rejet, puisqu'elle vise à asservir les catégories de personnes qu'elle cherche à dominer et où la couleur de la peau vire à l'obsession.

Vers plus de radicalité

Après la défaite de Trump, tous ces groupes poursuivent leur radicalisa-

tion. « Les membres les moins engagés les abandonnent, seuls les plus dévots restent. Un tel changement va modifier la sous-culture de ces groupes, les poussant plus à droite. Cette polarisation ne va faire qu'accélérer les comportements réactionnaires et les tendances extrémistes qu'on y observe », affirmaient récemment, dans une note, Shannon Reid, professeur de criminologie à l'université de Caroline du Nord, et Matthew Valasik, professeur de sociologie à l'université de Louisiane.

L'extrême droite aux USA est prégnante et puissante, elle est à la fois protéiforme et rassemblée autour de l'idée de supériorité de la race blanche, c'est ce qui ressort en premier lieu quand on étudie tous ces mouvements : que ce soient les complotistes du « Q-anon », les « Proud Boys » qui sont clairement une organisation

néo-fasciste qui prône la violence, ou les Oath Keepers (gardiens du serment) qui sont organisés en milices anti-gouvernement et se veulent les défenseurs d'une certaine pureté de la nation, ils ont tous pour marqueur commun l'idée de défense de la race et de la nation.

Toutes ces mouvements essaient et convertissent chaque jour de nouveaux adeptes, ils sont très organisés et ont adopté un fonctionnement décentralisé, avec des antennes locales indépendantes les unes des autres. Elles n'hésitent pas à lancer des campagnes d'intimidation sur Internet et savent user de la violence lors de leurs manifestations. Ce qui ouvre des perspectives inquiétantes dans le pays où le port d'arme est porté en étendard et constitue un des droits fondamentaux. Nouveau visage, nouvelle forme de radicalité, les États-Unis de l'ère

post-Trump se réveillent un peu groggy et ont découvert médusés le 6 janvier 2020 que la prise du Capitole ne devait rien aux derniers soubresauts d'une foule portée par sa déception et habitée par une forme de folklore suranné. L'extrême droite s'organise, se constitue, elle frappe et elle tue. Son idéologie reste encore cantonnée à des franges radicalisées de mouvements éparses, mais ils se cristallisent autour de grandes thématiques qui jouissent d'une audience qui va bien au-delà de leurs rangs. L'extrême droite gagne du terrain, elle tisse sa toile sur les réseaux et essaime dans toutes les institutions et dans toutes les franges de la population, elle clive, elle divise dans un pays dont l'histoire raciale a connu tant de drames et peine encore à panser toutes ses plaies.

ML

Bolsonaro, un néofascisme rampant

Peu de temps avant son élection à la tête de l'État brésilien, Jair Bolsonaro, ancien militaire expulsé de l'armée dans les années quatre-vingt, faisait une entrée remarquée au parlement brésilien avec un tee-shirt floqué « Viva Ustra ». Un hommage revendiqué au commandant Carlos Brilhante Ustra, tortionnaire en chef durant la dictature militaire (1964-1985) au Brésil, qui anticipait déjà une séquence dangereuse et mouvementée pour la démocratie brésilienne. En effet, la matrice de l'extrême droite au Brésil est militaire, et s'il ne fait aucun doute que Bolsonaro s'inscrit dans cette filiation et que sa politique en a des accents prononcés, la nature de ce régime présente encore des contours partiellement indéfinis.

L'offensive à visée putshiste qu'il mène contre les institutions démocratiques semble, pour l'instant, en échec, les privatisations impulsées au pas de charge ont certes une dimension anti-démocratique spécifique, mais elles restent avant tout un énième avatar du rouleau compresseur né-libéral, tout comme ses attaques sur les droits des travailleuse-s et le syndicalisme. C'est peut-être dans sa gestion de la pandémie et sa politique climaticide que la qualification d'extrême droite semble la plus appropriée. En tout

état de cause, le syndicalisme brésilien s'est montré à la fois inventif et réactif dans un combat qu'il mène de façon unitaire avec d'autres composantes politiques et sociales du pays face au désastre du bolsonarisme.

Culture militaire et assaut contre la démocratie

La montée en puissance de l'extrême droite brésilienne, puis son accession au pouvoir, ne viennent pas de nulle part. Elle est le fruit pourri d'une histoire nationale où la dictature militaire continue de jouir d'une aura certaine dans toute une partie de la population autant que celles d'un racisme et d'une violence systémiques hérités du colonialisme, et continuant à jouer un rôle structurant dans la société. Sur 6220 personnes tuées par la police brésilienne en 2019 – l'un des chiffres les plus élevés de la planète – 75 % étaient noirs.

Elle est, par ailleurs, le produit d'une conjoncture de crise marquée par le renforcement des extrêmes droites partout sur le globe, et plus particulièrement du trumpisme. Son très proche conseiller et propagandiste d'extrême droite, Steve Bannon, apportera ainsi

« La gauche est en train de m'attaquer parce que je défends la culture du travail pour nos enfants dès le plus jeune âge. Si j'avais défendu la sexualisation précoce ou l'usage des drogues, ils (les partisans de gauche) seraient en train de m'encenser. Voilà la vérité! »
Jair Bolsonaro,
19 mai 2019

son « expertise » pour la campagne du futur président brésilien.

Enfin, c'est la droite « traditionnelle », qui, par le coup d'État juridique contre Dilma Rousseff en 2015, pendant une grave crise économique, et l'intérim catastrophique assuré par Michel Temer (issu du PMDB, droite conservatrice), finira de paver le chemin à l'émergence du phénomène – morbide – Bolsonaro.

La composition des gouvernements de Bolsonaro sera à l'image de cette nouvelle donne, représentant assumé de la dictature militaire, un tiers de ses ministres viennent directement du corps armé, ainsi que plus de 6000 fonctionnaires, occupant souvent des postes de confiances. Néanmoins, si l'on peut noter une autonomisation croissante des forces répressives et une recrudescence des intimidations contre ses ennemis politiques, il est difficile de parler de saut qualitatif. Les meurtres et la criminalisation politique ne sont pas une nouveauté introduite par Bolsonaro, elles sont le reflet exacerbé des pratiques de longue date d'une classe dirigeante rompue à l'usage de la violence.

Là où le bolsonarisme se distingue particulièrement de la droite et emprunte véritablement les atours de l'extrême droite, voire d'un néofascisme, c'est dans sa volonté de mettre sous tutelle les institutions démocratiques issues de la fin de la dictature. La marche sur la Cour suprême organisée le 7 septembre dernier, et rassemblant plusieurs dizaines de milliers de ses partisans, correspondait à cet objectif. Visé par plusieurs enquêtes du Tribunal supérieur électoral et de la Cour suprême, le chef d'État a appelé ses partisans à faire pression sur la justice pour qu'elle ouvre une procédure de destitution vis-à-vis de plusieurs juges. Bolsonaro y dira ce jour-là : « *Votre soutien est indispensable pour qu'on aille de l'avant. Je veux dire à ceux qui veulent me rendre inéligible à Brasilia : seul Dieu m'enlèvera d'ici !* » En entretenant un langage religieux pour légitimer son pouvoir, il s'adresse à la frange évangéliste du pays – largement gagnée à sa cause. Si on y ajoute la mobilisation de masse de ses soutiens dans des dynamiques de rues – parfois violentes – son maintien au pouvoir se basant fortement sur les instances militaires et son rejet des processus démocratiques et juridiques à quelques mois des élections, le président brésilien affirme ici une conception fasciste de son devenir politique. Une opération qui n'a cependant pas fait mouche pour l'instant, une partie importante de la bourgeoisie et de la classe dirigeante, ainsi que des généraux de

haut-rang, ayant publiquement pris leur distance avec les initiatives du chef de l'État.

Des privatisations tous azimuts

« *Pouvez-vous imaginer qu'une entreprise qui imprime tout le papier-monnaie d'un pays soit vendue au secteur privé? Le Brésil confiera-t-il la fabrication de son argent à une société étrangère?* », demande Roni Barbosa, secrétaire de la CUT Brésil, qui prévient : « *Vous perdrez le contrôle de votre monnaie. Aucun pays ne fait ça.* » Le gouvernement brésilien, dans une boulimie de privatisations (Petrobras, Correios, Eletrobras, Caixa Federal et Banco do Brasil, entre autres projets) « *agit par à-coups, mettant l'économie plus en danger avec des privatisations sans aucun projet et sans aucune réglementation* ».

Cette radicalité au service du capital, a aussi des incidences démocratiques profondes. L'acharnement mis sur la privatisation de l'entreprise nationale des postes « Correios » en est peut-être l'exemple le plus significatif. Cette entreprise publique, employant 100 000 personnes, seule entité couvrant l'ensemble de l'immense territoire brésilien – c'est elle par exemple qui assure la distribution des programmes Zéro Faim ou encore des vaccins et outils de protections sanitaires – réalisant des bénéfices et un retour sur investissement important pour l'État chaque année, et conservant 75 % des parts de marchés du service de livraisons de colis malgré une concurrence féroce, devait être sauvé de sa soi-disant ruine au plus.

Déréglementation du droit du travail et affaiblissement des syndicats

La politique Bolsonaro embrasse, sans grande surprise, un néo-libéralisme violent et sans liens avec le développement social et économique du pays. Ce constat, on le retrouve aussi dans la sphère du travail, déjà durant sa campagne un des slogans répétés à foison était « *Moins de droits valent mieux que pas d'emplois* ».

Le ministre de l'Économie, Paulo Guedes, a été formé à l'université de Chicago. Il vivait au Chili lors de la mise en œuvre des mesures néolibérales par le gouvernement Pinochet. La liste des attaques contre le droit du travail qu'il a engagées depuis 2018 est interminable (inversion de la hiérarchie des normes, journée de douze heures de travail facilité, gratuité de la justice pour les travailleurs-pauvres supprimés, entre autres régressions). Là encore, si ce n'est l'offensive spécifique contre le système de financement des syndicats datant de la Seconde Guerre mondiale, et privant ceux-ci d'une part importante de leurs ressources, ces attaques ne sont pas l'apanage d'un gouvernement d'extrême-droite, mais d'un libéralisme radicalisé. On peut toutefois affirmer que l'extrême droite brésilienne est plus que compatible avec les intérêts du capital, elle en est même une promotrice zélée.

La politique des « fakes news » : négation de la pandémie et de la crise climatique

Récemment, un journaliste interrogeait Bolsonaro sur les plus de 600 000 mortes à travers le pays depuis le début de la crise Covid-19, ce qui en fait le pays le plus endeuillé après les États-Unis. Il y répondra froidement : « *Et alors?* ». Cette réponse cynique illustre parfaitement la politique de Bolsonaro depuis le début de la pandémie, un négationnisme de sa réalité et des politiques sanitaires inexistantes, voire criminelles. Une enquête publique se déroule actuellement dans laquelle il est accusé de faits de « *charlatanisme* », de « *corruptions* » et de « *crimes contre l'humanité* ».

Si Bolsonaro n'a pas été le seul à minimiser la maladie et ses conséquences en termes de vie humaine et d'impacts sociaux, il s'est distingué, avec Donald Trump, en persévérant sur cette ligne depuis maintenant deux ans, là où d'autres ont dû se résoudre à infléchir leur choix initial. Aucun confinement national n'a été décrété, les seuls qui ont eu lieu ont été le fait de municipalités, souvent gagnés au PT. Face à une absence quasi-com-

plète de l'État fédéral, il n'a pas été rare de voir des *favelas* ou des quartiers populaires s'auto-organiser en mettant en place la limitation des contacts et en assurant l'approvisionnement en biens de premières nécessités aux habitantes les plus précaires. L'unique réponse de Bolsonaro et de ses différents ministres de la Santé, tous des anciens généraux de l'armée, aura été la promotion de la chloroquine, de l'ivermectine et d'autres médicaments, associée à un positionnement radicalement anti-vaccination qui aura retardé l'achat de doses de vaccin par l'État. Comme si cela ne suffisait pas, le président Jair Bolsonaro a sanctionné par un veto la loi qui prévoit des mesures de protection pour les communautés indigènes pendant la pandémie de coronavirus. Parmi elles, les points qui prévoyaient l'accès des villages à l'eau potable, au matériel d'hygiène, aux lits d'hôpitaux et aux respirateurs mécaniques, et la non-présentation d'un plan de protection des populations amérindiennes face à la pandémie. Sa répression anti-indigène, pour laquelle il est poursuivi pour « *écocide* » et le « *génocide* » vise à la fois à exterminer ce qui est l'un des foyers de résistance les plus intenses à sa politique tout en continuant l'aggravation de la destruction et l'exploitation intensive du bassin amazonien. Le négationnisme de la pandémie et le refus du changement climatique se renforcent ici mutuellement, ciblant les minorités autochtones et noires – principales victimes tant de la pandémie que du changement climatique. Une orientation parfaitement assumée et soutenue par une communication basée sur des « *fake news* » (fausses nouvelles) et un langage mysogine, homophobe et raciste, trouvant malheureusement un écho réel chez une partie de la population brésilienne.

Résistances syndicales

La campagne « *Fora Bolsonaro* » qui comprend notamment les organisations syndicales CUT, Força Sindical, CSP-CONLUTAS, CTB, Intersindical Central ; Intersindical Instrumento de Luta, UGT, CSB, CGTB, Nova Central, les organisations politiques PT, PSOL, PSTU, PCdoB, UP, PCB, PCO, PSB, PDT, Rede, et les collectifs comme *Frentes Brasil Popular*,

Povo sem Medo, *Torcidas Organizadas*, en somme la grande majorité de l'opposition politique et sociale, est le centre de gravité de la résistance au chef de l'État. Les principales revendications de ce mouvement, qui demande la destitution du président, sont le jugement de Bolsonaro pour sa responsabilité vis-à-vis des décès dans la pandémie, l'accès à la vaccination pour toutes et tous, des emplois décents et des moyens pour les services publics. Les différentes journées de mobilisations organisées depuis bientôt deux ans ont néanmoins perdus en nombre avec le temps, la situation se polarisant de plus en plus sur les échéances électorales de fin novembre 2022 et la possibilité d'une réélection de Lula.

La CUT Brasil, principale organisation syndicale du pays avec 7 millions d'adhérentes et alliée historique de la CGT, mène par ailleurs une série d'autres actions en parallèle de cette campagne et de son soutien affiché à l'élection du candidat du PT :

- « *Ne laissez pas le Brésil vendre* » est le slogan de la campagne de la CUT et des entités affiliées pour la défense des entreprises publiques brésiliennes. L'objectif de la campagne est de « *sensibiliser l'ensemble de la société brésilienne aux problèmes auxquels le Brésil sera confronté dans chaque secteur, si ces entreprises sont privatisées. Et lorsque nous parlons de ces problèmes, cela signifie des pertes pour le peuple brésilien* », déclare Roni Barbosa, secrétaire de la CUT ;
- des rencontres internationales ont aussi été organisées au siège de la centrale avec notamment la Confédération syndicale des Amériques. La majorité du mouvement syndical latino-américain était convié à échanger sur le thème de l'extrême droite et de la politique génocidaire en temps de pandémie. Selon Rafael Freire, qui s'y exprimait au nom des 49 centrales syndicales affiliées au CSA, représentant 55 millions de travailleurs, la phase néolibérale actuelle présente de nombreuses caractéristiques similaires au fascisme et au néofascisme, notamment dans les attaques contre les acquis de civilisations. « *La vague néolibérale s'accompagne d'une vague ultraconservatrice avec une*

attaque contre les droits sexuels et reproductifs, homophobe, raciste, des meurtres de la population jeune et noire, c'est-à-dire que la réponse à la crise a été avec plus de crise », a déclaré le secrétaire général de le CSA, « *soit le mouvement syndical met à jour sa stratégie, soit nous serons encore plus isolés dans les sociétés* » ;

- la Centrale a aussi lancé le projet CUT Digital Brigades, qui forme un réseau de militants à travers le pays dont la tâche sera de lutter contre les discours abusifs, déformés et mensongers, caractéristiques du président Jair Bolsonaro (PL) leur enfants, le sénateur Flávio Bolsonaro, le député Eduardo Bolsonaro et le conseiller Carlos Bolsonaro, en plus des soutiens familiaux, avec des faits, des chiffres et d'autres moyens de prouver la vérité. À ce stade, ils ont appris, par exemple, comment lutter contre les fausses nouvelles, ainsi que les moyens de sensibiliser la société à la nécessité d'élire des représentants qui défendent réellement les intérêts de la classe ouvrière et des personnes les plus pauvres de ce pays. La CUT espère avoir 60 000 brigadistes numériques prêts à militer en 2022.

Si la figure de Jair Bolsonaro incarne et témoigne d'un certain ancrage de l'extrême droite au Brésil, elle est d'abord le résultat d'années d'errance et de fragilisation de la démocratie brésilienne. L'offensive des forces conservatrices et du mouvement évangélique ont communiqué dans une sorte d'alliance radicale qui se traduit par l'expression de tous les marqueurs de l'extrême droite la plus éculée, utilisant comme aux États-Unis la pandémie pour accentuer sa politique génocidaire. Celle qui fantasme une forme de déchéance morale du pays et se sent menacée par un ennemi intérieur. L'accession d'un Bolsonaro à la tête de l'État brésilien s'est certes faite sur fond de profonde crise économique et démocratique, mais le répertoire de haine, d'homophobie déclarée, de misogynie assumée, de racisme et d'hostilité à la protection des peuples et des cultures indigènes ne laisse guère de doute quant à la nature nauséabonde de ce régime.



Liens et inspirations entre le mouvement d'extrême droite hindou (RSS) et l'extrême droite occidentale

Le monde admire l'Inde en tant qu'État démocratique et tolérant, fortement associé à l'idée de résistance non violente, et avec un héritage culturel éblouissant. Plus récemment, on a beaucoup parlé de sa croissance économique spectaculaire. Pourtant, cette image est ces derniers temps régulièrement écornée par le tournant nationaliste et intolérant pris par le gouvernement et une partie de la classe politique indienne.

Les rencontres et contacts de certains membres de la diplomatie européenne mettent en évidence ces changements et une forme d'acceptation de leur part. En effet, il y a presque un an, Walter Lindner, ambassadeur d'Allemagne en Inde, a visité la ville de Nagpur et choisi de se rendre au siège du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS). Le RSS est une organisation nationaliste hindoue de droite et paramilitaire créée au début du xx^e siècle qui est revenue sur le devant de la scène indienne avec l'élection de Narendra Modi à la tête du gouvernement.

Walter Lindner a au sujet de sa visite tweeté un éloge du RSS qui serait, selon lui, « la plus grande organisation bénévole du monde ». Cette visite était un choix très sur-

prenant car de plus en plus en Inde comme en Occident, l'opinion publique prend conscience des liens historiques entre le RSS et le fascisme en Europe. Elle a, d'ailleurs, suscité immédiatement de vives critiques de la part d'importants observateurs indiens en Occident. Ainsi, l'analyste américain Pieter Friedrich réagissait dans un tweet : « Ignore-t-il [l'ambassadeur d'Allemagne] totalement la forte inspiration idéologique/institutionnelle que le RSS a tirée de l'Allemagne nazie (et de l'Italie de Mussolini)? Ne sait-il pas que Golwalkar, [la per-

sonnalité] représenté[e] derrière lui, a fait l'éloge de la politique raciale nazie? » Et l'historienne universitaire Audrey Truschke a déclaré que « M. S. Golwalkar, un leader du RSS, a écrit en 1939 que la "purge du pays de la race sémitique – les Juifs" était "une bonne leçon pour nous, en Hindoustan, dont nous devons apprendre et tirer profit" ». Conséquence, une campagne de signatures appelant à la démission de l'ambassadeur lancée en ligne a recueilli environ 4500 signatures. Elle n'a cependant pas atteint son objectif.



Pourquoi cette visite alors que Walter Lindner savait qu'il y avait controverse ? Depuis l'accession de Narendra Modi à la tête du pays en 2014, le RSS a été progressivement banalisé. Modi, et bon nombre de ses collègues du gouvernement, font partie de cette organisation. Le « blanchiment » du RSS a permis à l'ambassadeur de déclarer qu'il « avai[t] lu des articles très négatifs et très positifs à son sujet, allant de son engagement social aux accusations de fascisme, et [qu'il] voulai[t] faire [s]a propre impression ». En effet, le RSS montre une image soigneusement nettoyée de toute référence à son passé nazi. Sur sa page web, par exemple, il n'est fait aucune mention de la célèbre rencontre entre B. S. Moonje, un des premiers idéologues du RSS, et Mussolini.

Les années qui suivirent sa fondation en 1925 par K. B. Hedgewar (encadré par ce même Moonje), furent marquées par une admiration ouverte pour Hitler et Mussolini. Ce lien entre les fondateurs du RSS, dont Savarkar et Golwarkar font également partie, et le mouvement nazi mondial de l'époque est bien connu. Aujourd'hui, le RSS cherche à minimiser ce lien en affirmant que de nombreux nationalistes se sont rangés du côté de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale pour exprimer une opposition à la puissance coloniale britannique. Pourtant, le problème fondamental du RSS n'est pas ce soutien aux nazis d'il y a un siècle, mais le fait que les idées du nazisme font partie intégrante du cœur et de la structure du RSS.

Réhabilitation politique, pouvoir et violence continue (2000-2020)

Le RSS a profité de l'émergence politique du BJP pour être réhabilité et accepté dans le paysage politique indien. En insistant sur son identité culturelle hindoue et en excluant la pluralité des identités indiennes, le RSS s'est retrouvé au cœur des violences interreligieuses des années 2000 qui ont frappé l'Inde: les pogroms antimusulmans en 2002 au Gujarat (dont Narendra Modi était le Chief Minister), et les massacres antichrétiens en Orissa en 2008. Par



ailleurs, parallèlement à l'essor du BJP et du RSS, on a pu observer une augmentation des assassinats de militants de gauche et d'intellectuels, comme le montre l'assassinat de la journaliste Gauri Lankesh en 2017. Pendant cette longue période d'orchestration de la violence, le RSS s'est également efforcé de développer les fondements de l'idée d'« Hindutva », en forgeant des liens directs ou indirects avec les groupes néonazis occidentaux. La diversité naturelle de l'Inde et le fait évident que les hindous et les musulmans indiens n'appartiennent pas à des « races » différentes ont empêché une transplantation facile et claire de l'idée de « pureté de la race » en Inde. C'est pour cela que le RSS a favorisé une vision alternative de l'histoire de l'Inde qui s'appuie sur le détournement de recherches scientifiques basées sur des preuves réelles très récentes en particulier de la génétique des populations. Celles-ci établissent clairement que toute la population actuelle de l'Inde (à l'exception peut-être d'une tribu isolée) s'est mélangée avec des personnes venues d'ailleurs. Le résultat est un méli-mélo pseudo-historique sans cohérence laissant croire que la civilisation de la vallée de l'Indus (ou Harrappan), contemporaine de l'ancienne Mésopotamie, serait en fait le précurseur de l'hindouisme.

Un asile pour les théoriciens néonazis et d'extrême droite

L'une des contributions les plus importantes aux formes les plus extrêmes de cette idée est venue d'un

certain Koenraad Elst, champion de l'extrême droite hindoue né en Flandre. Ses écrits ont été largement diffusés par La Voix de l'Inde, une maison d'édition qui, selon ses propres termes, a été créée pour « mettre en place un front idéologique hindou pour identifier et répondre au front uni des forces étrangères retranchées – l'Islam, le Christianisme, le Communisme et le Néhruisme ». Le discours haineux extrême d'Elst, qui aurait été difficile à publier dans une démocratie occidentale, est passé sous le radar en Inde et a fini par inspirer une génération de violents suprémacistes blancs. Parmi ceux-ci, Anders Behring Breivik, un terroriste d'extrême droite norvégien, responsable des attaques de 2011 en Norvège. Il aurait cité Elst mot pour mot dans son « manifeste » hautement islamophobe et y aurait fait explicitement référence à l'extrême droite indienne, en nommant même BJP et RSS. Pieter Friedrich, analyste américain, a soigneusement retracé les liens idéologiques qui relient *via* Elst, l'assassin de Christchurch qui a abattu 50 musulmans en Nouvelle-Zélande en 2019, Breivik (le meurtrier de 77 personnes dont beaucoup d'enfants à Utoya et Oslo en 2011), le meurtrier blanc de neuf chrétiens noirs aux États-Unis en 2015, et plusieurs idéologues du RSS.

Interférences politiques dans les démocraties occidentales

Peter Friedrich parmi d'autres a mis en évidence la présence forte du RSS aux États-Unis. Il a même qualifié le

RSS de KKK indien. Steve Bannon, de son côté a, un jour, présenté Narendra Modi comme un « *Trump avant Trump* ».

Cependant sur Bartbreit, blog d'extrême droite, on focalise sur l'excès anti-chrétien dans l'Inde contemporaine, attribué (à juste titre) au RSS. Il devient ainsi compliqué d'établir un lien direct entre la droite américaine et l'extrême droite hindoue aux États-Unis. L'influence des affiliés au RSS sur la classe politique des États-Unis est loin de se limiter au Parti républicain. En effet, les Indiens hindous, aux États-Unis, sont souvent proche des Démocrates tout en restant favorables au gouvernement indien en place.

La situation au Royaume-Uni avec son importante diaspora indienne est assez proche de ce qui se passe aux États-Unis. Dès 2014, avant l'élection de Modi, le journal *The Guardian* mettait en garde contre l'utilisation des fonds collectés au Royaume-Uni à des fins haineuses : « *Nous notons avec inquiétude que certains fonds caritatifs collectés en Grande-Bretagne, notamment pour le tremblement de terre au Gujarat en 2001, sont allés à des organisations caritatives dirigées par des extrémistes hindous qui fomentent systématiquement la haine.* » On peut aussi s'inquiéter de l'interférence des adhérents du RSS dans les élections nationales de 2019 au Royaume-Uni.

Le RSS opère à l'étranger sous le nom de Hindu Swayamsevak Sangh (HSS) qui a récemment fait l'objet d'une enquête au Royaume-Uni suite à une enquête sous couverture de journalistes de télévision, qui s'intéressaient aux discours de haine. L'opération a révélé l'endoctrinement d'enfants contre des musulmans et des chrétiens. La Commission sur les organismes caritatifs pour l'Angleterre et le Pays-de-Galle a mis en garde le HSS contre le maintien ou le développement de liens avec le RSS. Le HSS a également étendu ses activités à l'Europe continentale. En Allemagne, par exemple, on ne compte pas moins de huit sections HSS dans différentes villes. Et celui-ci se déclare, sur son site officiel, idéologiquement inspiré par le RSS.

Lien politique entre le RSS/BJP et les députés européens d'extrême droite

Le réseau de l'extrême droite hindoue est désormais connecté au réseau d'extrême droite mondiale par internet et au plus haut niveau.

Récemment, on a vu se développer le lien entre l'extrême droite européenne et les intérêts du BJP/RSS en Inde. Selon Eviane Leidig, chercheuse au Centre de recherche sur l'extrémisme de l'Université d'Oslo, « *23 membres du Parlement européen (MPE) se sont rendus [fin 2019] au Cachemire. La plupart d'entre eux étaient membres de partis politiques d'extrême-droite, dont le Rassemblement national français et l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne alors que le gouvernement indien venait de supprimer le statut d'autonomie spéciale de la région, de couper tous les accès internet et que les journalistes étrangers comme nationaux et les politiciens nationaux n'avaient pas accès à la région. Ces députés sont tous membres du groupe politique d'extrême droite "Identité et démocratie" (ID) de l'actuel Parlement européen (PE)* ».

Le gouvernement indien a présenté deux projets de loi qui divisent – celui sur la citoyenneté limitée (CAA) et un deuxième pour établir un registre national des citoyens (NRC). Entre fin 2019 et début 2020, de grandes manifestations nationales ont été organisées contre le CAA et le NRC. Des dizaines de musulmans ont été tués dans l'Uttar Pradesh lors de ces manifestations. Les personnes qui seront écartées par le NRC devront être placées en centre de détention. Cela a déjà été le cas en Assam, la seule province où le registre a été mis en œuvre. Conséquence, près d'1,8 million de personnes ont été déclarées apatrides. Par ailleurs, des achats de terrains sont en cours dans d'autres États pour construire des centres de détention. Nombreux se sont suicidés ou sont morts suite à des négligences dans ces camps en Assam. Les informations vérifiées ne manquent pas sur ces événements dramatiques.

Lorsque le Parlement européen a présenté une résolution contre la nouvelle loi sur la citoyenneté (CAA) du gouvernement Modi, qui offre une option de citoyenneté accélérée aux réfugiés sélectionnés des pays voisins, en nommant différentes religions mais en excluant implicitement les musulmans de son champ d'application, le groupe ID a tenté de rejeter la résolution dans son ensemble, finalement, avec l'aide des votes de centre-droite, a accepté un report. Cette aide apportée par les députés européens d'ID au gouvernement indien est étonnante. L'intérêt apparent des formations européennes d'extrême-droite pour l'Inde et sa démocratie apparaissent en contradiction avec les intérêts de leurs électeurs souvent xénophobes. Quels pourraient donc être les retours attendus de cette aide? Par le passé, le parti français Rassemblement national a reçu des fonds de la Russie. Un geste similaire serait-il attendu du gouvernement indien (ou du parti au pouvoir) pour services rendus?

Subversion de la démocratie plurielle indienne et son retrait du projet humaniste

L'Inde d'aujourd'hui montre des signes classiques qui annoncent le fascisme, avec un contrôle de plus en plus strict de l'État sur les informations – exercé à la fois par l'appareil d'État et par la violence collective. Les arrestations de défenseurs des droits de l'homme et/ou de victimes de violences contre les minorités – par exemple, lors de manifestations pour mettre fin à la discrimination fondée sur la caste et des émeutes/pogrom de Delhi en 2020 visant les musulmans – montrent que le RSS et l'extrême droite jouissent aujourd'hui d'une impunité judiciaire. À l'exception de la presse anglo-saxonne, les médias européens s'intéressent peu au RSS et à son caractère d'extrême droite. Pourtant, en Inde, le RSS défend ouvertement un programme d'homogénéisation et d'hégémonie. Il essaie par exemple d'imposer une norme alimentaire hindoue de la

caste supérieure sur les autres, encourage les crimes d'honneur dans les mariages inter-castes, en harcelant les couples interconfessionnels. Il cherche aussi à imposer une langue (l'hindi) dans ce pays polyglotte. Sur le plan international, le RSS chérit les rêves expansionnistes d'une Inde indivisible en revendiquant d'énormes pans de pays voisins pour l'Inde. Le RSS sape la démocratie plurielle de l'Inde et éloigne le pays d'un consensus autour de l'humanisme et de l'égalité.

Pourquoi les démocraties occidentales doivent se saisir de cette question ?

Alors que l'on considèrerait que le RSS se concentrait sur la construction de réseaux internes locaux qui ne concernaient pas les personnes extérieures à l'Inde, sa récente transition vers le pouvoir *via* le BJP lui a donné de nouveaux outils de pouvoir étatique dont il souhaite tirer profit. En conséquence, trois tendances inquiétantes sont apparues.

En premier lieu, la récente coopération politique entre les partis d'extrême droite de l'UE et le gouvernement indien soutenu par le RSS. Les partis de gauche et centristes regrettent ce lien qui est une réalité du processus démocratique actuel. Cette apparente amitié entre le gouvernement indien élu, et des formations politiques qui bien que représentées aux parlements nationaux et européens, sont loin de représenter le discours politique majoritaire, cache-t-il des arrangements sur des contreparties ? Et si oui, que promet le RSS/BJP au RN ou à l'AfD ?

La seconde est une tendance de la diaspora de droite et d'extrême droite hindoue à collecter des fonds en Europe sous un prétexte humanitaire pour ensuite les investir dans une politique de haine. C'est aussi leur choix d'utiliser une influence et un pouvoir financier nouvellement acquis pour s'ingérer dans les élections des démocraties occidentales pour l'instant limité aux pays anglophones comme les États-Unis et le Royaume-Uni, mais évidemment indésirable. Et, s'il n'est pas battu en brèche, il pourrait causer d'immenses dégâts au système politique européen. Avec les outils politiques et financiers dont elle dispose, l'ingérence organisée peut être au moins aussi menaçante que celle bien établie d'acteurs russes.

Le troisième, un cadre idéologique commun pour la terreur et la violence fanatique dans le monde – moins connue mais sans doute encore plus dangereuse pour l'Europe et l'Inde. Les indologues extrémistes européens dont les sources et analyses sont à prendre avec beaucoup de précaution, et qui ne trouvent pas preneurs pour leurs idées marginales dans les universités occidentales, ont trouvé asile dans l'écosystème du RSS en Inde qui exerce désormais un énorme pouvoir politique et économique. Cela entraîne le danger d'incubation de la terreur extrémiste blanche sur le sol indien. Il est certain que même les partisans du RN et de l'AfD ne soutiennent pas (du moins publiquement) le poison dangereux qui a conduit au massacre d'Utøya. Il est temps que la presse européenne enquête et mette en lumière les tendances d'extrême droite du RSS. Nous devons aussi nous demander

s'il est approprié que les ambassadeurs et autres représentants de nos démocraties rendent hommage aux idéologues du RSS.

Point sur la situation du RSS

Ces dernières années, le RSS a connu une croissance considérable, avec environ 1,5 million de bénévoles en Inde, et une présence dans 45 pays et 750 lieux, y compris de nombreuses grandes villes européennes. On a maintenant une large information sur l'utilisation des fonds collectés aux États-Unis et dans l'Union européenne, destinés à l'aide en cas de catastrophe mais utilisés pour financer des politiques haineuses dans les années 2000 comme le montrent les émeutes du Gujarat, où plus de 1000 personnes, pour la plupart musulmanes, ont été tuées, ou *via* les « *electoral bonds* », par exemple, qui ont rapporté environ 25 millions d'euros au BJP rien qu'en 2018. Des moyens corrompus via un fonds opaque mis en place à la suite de la pandémie de Covid-19 auraient amassé la somme ahurissante de 750 millions d'euros en une semaine. Ces « volontaires » et cet argent seront bien sûr un atout majeur dans tout projet d'aventure à l'étranger, y compris pour financer des groupes d'extrême droite ou d'ultra-droite.

Cet article écrit par Sylvain Goldstein et les syndicalistes indiens est disponible en entier avec les Notes et Références sur demande et sur le site cgt.fr/international

SG

Le développement de l'extrême droite aux Philippines

Les Philippines sont en proie à de multiples crises : une crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19 ; la pire crise de l'emploi depuis des décennies ; et une crise des droits humains qui, à bien des égards, pourrait être pire que pendant la dictature de Marcos.

Plutôt que de répondre aux besoins des personnes ébranlées par le manque de réactivité du gouverne-

ment face à la pandémie, l'ordre du jour de Duterte est d'isoler l'opposition et d'amplifier la répression de la

dissidence politique. Duterte a fait adopter la loi antiterroriste. Celle-ci a donné de larges pouvoirs au pouvoir exécutif pour : « désigner » les soi-disant « terroristes », les empêcher de voyager, les soumettre à une surveillance pendant soixante jours, les détenir sans mandat judiciaire



pendant vingt-quatre jours et geler leurs avoirs. Par ailleurs, la loi lui a permis de fermer le plus grand réseau de télévision du pays, ABS-CBN. Duterte a autorisé « officiellement » un droit d'assassinat au nom de la « guerre contre la drogue, contre le Covid-19 ou contre les communistes ».

Intensification de la répression politique

Dans le même temps, Duterte a intensifié sa campagne anticommuniste en installant un groupe de travail national pour mettre fin au conflit armé communiste local

(NTF-ELCAC, groupe communiste dissident du PCP et qui pratique la lutte armée depuis de très nombreuses années). Ce groupe de travail a commencé à utiliser les médias sociaux pour désigner comme cible des personnalités d'opposition bien connues. Son complice sur le front du travail est le Joint Industrial Peace Concerns (JIPCO), qui a été mis en place par la police pour arrêter les « syndicats radicaux » dans la zone franche d'exportation. Comme le NTF-ELCAC, JIPCO utilise divers moyens d'intimidation et professe de fausses accusations d'implication dans l'insurrection armée provoquant ainsi une escalade des violences. Les dirigeants syndi-

caux marqués comme communistes sont soumis à une surveillance et beaucoup ont été contraints de se présenter à la police et dans les camps militaires pour être interrogés sur leurs liens supposés avec le Parti communiste et ce qu'ils considèrent comme sa branche armée (NTF-ELCAC). Leurs maisons ou bureaux syndicaux ont également été perquisitionnés. Pire encore, nombre d'entre eux ont été arrêtés après que les forces de sécurité ont déposé chez eux ou dans leurs bureaux des armes à feu et explosifs qui seraient donc en leur possession.

Ce ne sont pas seulement les syndicalistes et les militants qui sont visés. Le 3 mars 2021, l'avocat des droits humains Angelo Karlo Guillen a été poignardé par des hommes masqués. L'attaque fait suite au meurtre, le 28 février 2021, de Julie Catamin, un témoin clé de la défense de la Tribu Tumandok représentée par Guillen. Selon une compilation réalisée par le groupe de presse Rappler, 61 avocats ont déjà été abattus depuis 2016.

Tout cela s'est intensifié lorsque la loi antiterroriste a été promulguée en 2020.

SG



Rubrique Droits et libertés /

Le racisme dans le monde du travail : l'une des premières causes de discrimination dans l'emploi

Reflet de la société actuelle à bien des égards, le monde du travail n'échappe pas aux différentes formes de racisme. Qu'il se manifeste dès l'embauche ou tout au long de la relation d'emploi, le racisme au travail fait encore aujourd'hui de trop nombreuses victimes.

Le droit du travail s'est essentiellement saisi de cette question par l'intermédiaire des règles relatives à l'égalité de traitement et à la prohibition des différentes formes de discrimination, notamment celles liées à l'origine réelle ou supposée.

Au niveau européen comme au niveau international, les textes et instruments juridiques sur ces sujets sont légion. De la Convention de l'OIT n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession du 25 juin 1958¹, à la Directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique², en passant par la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discriminations raciales du 21 décembre 1965³, la problématique est connue.

À ce titre, il convient de souligner que, s'agissant du contrôle du res-

pect de ses engagements pris auprès des Nations unies, la France est particulièrement rabrouée pour son manque d'action, visant notamment à lutter contre la prolifération des discours de haine, comme en atteste le dernier rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale la concernant⁴.

De façon plus générale, le principe d'interdiction de discrimination « *fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation* », figure à l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme de 1950⁵.

La question du racisme fait également l'objet d'une étroite surveillance au niveau européen par l'intermédiaire de l'ECRI, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance⁶, dont le dernier rapport relatif à la situation en France a été publié le 1^{er} mars 2016^{7,8}.

Celui-ci explique que malgré quelques évolutions positives, la situation en France reste préoccupante. En effet, l'institution pointe notamment l'augmentation de dis-

discours haineux et violents, ayant motivé des attentats sur le territoire, ou encore la prolifération de ces mêmes discours sur les réseaux sociaux, qui ont parfois entachés certains mouvements sociaux.

À ce titre, l'ECRI avait formulé plusieurs recommandations à l'attention de la France, comme par exemple en matière pénale, demandant à ce que le fait qu'une infraction ait été commise sur des motifs racistes soit considéré comme une circonstance aggravante. Ou encore, en droit civil et administratif, demandant également un renforcement des règles d'attribution de fonds publics à des organisations ou de partis politiques. Elle visait en effet, l'exploitation à des fins d'expression politiques de messages stigmatisant à l'encontre des groupes vulnérables.

Parmi ces recommandations, deux d'entre elles ont donné lieu à la publication de conclusions en date du 5 mars 2019. La commission visait ainsi le domaine de l'éducation, comme lieu de lutte contre les stéréotypes et préjugés raciaux ou à caractère homophobe ou transphobe. Elle souhaitait en outre que la France prenne des « *mesures immédiates et proactives pour s'assurer qu'aucune demande légitime de domiciliation*

1. https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C111

2. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32000L0043&from=FR>

3. <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/cerd.aspx>

4. <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/CERD/C/FRA/CO/20-21>

5. https://www.echr.coe.int/documents/convention_fra.pdf

6. <https://rm.coe.int/leaflet-ecri-2019-fre/168095ab0d>

7. <https://www.coe.int/fr/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/france>

8. À noter par ailleurs que la CGT a été auditionnée en octobre 2021 par l'ECRI dans le cadre de l'élaboration de son prochain rapport relatif à la situation en France.

présentée par des personnes appartenant à des groupes vulnérables tels que les Roms ne soit rejetée et que les délais de traitement de ces demandes soient réduits au strict nécessaire ».

Si l'ECRI considérait que pour la première d'entre elles, la recommandation avait été appliquée, force est de constater que sur le traitement réservé à la seconde, la France a encore des efforts à fournir.

S'agissant de la France, la CNCDH⁹ publie chaque année dans son rapport relatif à « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie », un panorama éclairant des évolutions dans le domaine, notamment au sein du monde du travail¹⁰.

Elle y rappelle en effet que « dans la sphère du travail, l'origine est l'une des principales sources de discrimination. Le critère de l'origine représente ainsi le deuxième motif de saisine du Défenseur des droits en matière de discrimination¹¹ (13,3 % des dossiers reçus par le Défenseur des droits en 2020), après le handicap. De plus, le domaine de l'emploi représente près de 56 % des saisines reçues en 2020 par le Défenseur des droits pour discrimination à raison de l'origine avec 35 % de celles-ci pour le domaine de l'emploi privé et 20 % pour la fonction publique¹² ».

En outre, la CNCDH dénonce les principaux obstacles qui se dressent devant les victimes, telle la difficulté de mener à bien des campagnes de prévention, dans un contexte

où les moyens syndicaux dans les entreprises ont été drastiquement réduits avec les dernières réformes du Droit du travail, de même que l'absence de ce type de campagne au niveau national¹³. Par ailleurs, la CNCDH qui recommande le recours à la méthode Clerc, développée par la CGT, évoque également la complexité d'obtenir réparation des préjudices subis devant les juridictions, de même que « la rareté des sanctions ».

La jeunesse n'est pas plus épargnée, notamment dans le cadre de la recherche d'emploi, en ce que près d'un jeune sur deux (49 %) dit avoir été témoin direct d'une situation de discrimination – dont liée à l'origine ou la couleur de peau – et 16 % estiment avoir été au moins une fois victime de discrimination en raison de l'origine¹⁴.

Des événements contemporains démontrent à quel point le sujet demeure prégnant dans le monde du travail. L'affaire dit des « travailleurs sans papiers de l'avenue de Breteuil », dont le jugement du Conseil de Prud'hommes de Paris intervenu le 17 décembre 2019 a mis en lumière un système de discrimination « raciale et systémique »¹⁵, ainsi que la condamnation l'année dernière à deux ans de prison ferme et 40 000 euros d'amende du gérant de fait pour travail dissimulé, emploi d'étrangers sans titre et conditions de travail indignes¹⁶, rappelle que bien du chemin reste encore à parcourir.

Sur le plan juridique, le combat est d'autant plus difficile que les outils de procédure mis en place, à l'image de l'action de groupe¹⁷, peinent à faire montre de leur efficacité. « Ce mode d'action, encore peu utilisé en France du fait de la complexité de sa mise en œuvre mériterait d'être davantage mobilisé. L'action de groupe est un outil nouveau : les tribunaux judiciaires devront se l'approprier. Comme le souligne la Défenseure des droits Claire Hédon, "on voit d'ores et déjà qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour améliorer l'efficacité du dispositif". »¹⁸

En outre, une déclaration conjointe de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe, du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) de l'Union européenne et du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE, en date du 19 mars 2021, rappelle dans le contexte épidémique actuel la nécessité de respecter les droits humains pour reconstruire nos sociétés dans toute leur diversité¹⁹.

À ce titre, la CGT ne cessera jamais de marteler que « souvent minimisé en entreprise, le racisme au travail gangrène le quotidien de milliers de salariés. Pour faire reculer cette injustice et faire appliquer le droit, l'engagement syndical est plus que jamais déterminant »²⁰.

TC

9. Commission nationale consultative des droits de l'Homme

10. https://www.cncdh.fr/sites/default/files/rapport_racisme2020_basse_def.pdf

11. https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_rapport-annuel-2020_25-03-2021.pdf

12. Voir également en ce sens, https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_13e-barometre-discriminations-emploi_2020.pdf

13. https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_rapport_discriminations-origine_06-2020_accessible.pdf

14. https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/et_res-oit14-num-01.12.21_access.pdf

15. https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/cp_defenseur_des_droits_-_jugement_cph_discrimination_systemique_0.pdf

16. <https://www.cgt.fr/actualites/france/droits-sociaux/discriminations/sans-papiers-mais-pas-sans-droits-deux-ans-de-prison-ferme-pour-le-patron-de-mt-bat-immeubles>

17. Issue de la Loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation

18. https://www.cncdh.fr/sites/default/files/rapport_racisme2020_basse_def.pdf (préc. p. 289)

19. <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/CERD/Pages/CERDIndex.aspx> (document accessible sous la rubrique « Événements et développements récents »)

20. <https://www.cgt.fr/actualites/france/extreme-droite/12-juin-la-lutte-contre-le-racisme-commence-au-travail>

Formation syndicale européenne et internationale /

Stage « Impact de l'international sur l'activité syndicale » – du 21 au 23 février 2022

Quel est l'impact de l'international dans mon activité syndicale quotidienne, même lorsque je ne suis pas directement en charge de ces questions au sein de mon syndicat ? Comment la CGT s'est-elle positionnée face à l'international depuis sa création ? Quelles sont les grandes tendances syndicales en Europe ? Comment peser sur des dossiers internationaux ? Cette formation de trois jours

à Courcelle aborde ces thèmes et quelques autres. Elle constitue une première marche pour explorer les questions liées au syndicalisme international, mise à disposition pour les militant·es qui s'intéressent au sujet même s'ils n'y sont pas actifs aujourd'hui.

La prochaine session de cette formation aura lieu du 12 au 14 septembre à Courcelle.

Cycle Pratiques Internationales: Syndiquer les travailleurs isolés/atomisés – 15 mars 2022

Ce cycle s'articule en une présentation universitaire générale et rapide du thème le matin, puis par plusieurs interventions de syndicalistes étrangers qui viendront exposer leurs propres actions, obstacles et réussites, avec des moments d'échanges avec les stagiaires. L'après-midi sera consacrée à des travaux de groupe pour mettre en valeur les éléments saillants du matin, puis à une réflexion autour de ces éléments et la façon dont les groupes en charge de la question pourraient s'en saisir.

Le cycle s'adresse en priorité aux groupes de 3 à 10 personnes qui veulent en profiter pour alimenter leurs réflexions et travaux, mais aussi aux militant·es en charge de ces questions qui souhaitent pouvoir porter un examen critique sur d'autres approches.

La session du 15 mars se propose à distance pour en sécuriser l'organisation au regard de la situation sanitaire, mais nous restons ouverts à d'autres possibilités en fonction de l'évolution de celle-ci.

Cette session verra l'intervention de syndicalistes originaires de l'Ouganda, de Belgique, d'Inde et de Colombie.

D'autres dates et thèmes sont en cours d'élaboration :

- Cycle Pratiques Internationales: Allier syndicats sous-traitants/donneurs d'ordre – 14 avril
- Cycle Pratiques Internationales: Syndiquer les travailleurs migrants/sans papiers – 17 mai
- Cycle Pratiques Internationales: Se saisir syndicalement des enjeux écologiques – 14 juin
- Cycle Histoire des Syndicats: Les différents modèles syndicaux avant 1914 / Le modèle anglais – septembre

Ce cycle, mené en coopération avec l'IHS, mettra en lumière des aspects méconnus du syndicalisme international. Lors de cette session, on reviendra sur les différents modèles syndicaux présents à l'aube de la Première Guerre mondiale. Une deuxième partie étudiera le modèle anglais et ses évolutions.

D'autres sessions sont d'ores et déjà en préparation: modèle allemand en octobre, modèle soviétique en novembre, le syndicalisme sous les dictatures (expériences espagnole et italienne) en décembre...

D'autres précisions seront fournies au fil de nos bulletins.



Stage de formation 2022

Bulletin d'inscription à retourner à l'Espace international.
L'inscription au stage n'est définitive qu'après accord confirmé par écrit.

Impact de l'international sur l'activité syndicale

Du lundi 21 au mercredi 23 février 2022

À remplir lisiblement

Au centre Benoît Frachon à Courcelles Stage en internat

M. Mme

Nom - Prénom : Âge :

Adresse (pour envoi du courrier) :

Téléphone (fixe, mobile...) :

Courriel :

Responsabilités :

Envoyé par (organisation) : Nom du responsable

Motifs de la demande :

Besoins ressentis en matière de formation :

Formations antérieures :

Arrivée le dimanche fin de journée

Arrivé le lundi matin

Vivement conseillé

Signature du candidat :

Signature du responsable de l'organisation :

Bulletin à renvoyer à :

f.bilem@cgt.fr



À voir, à lire /

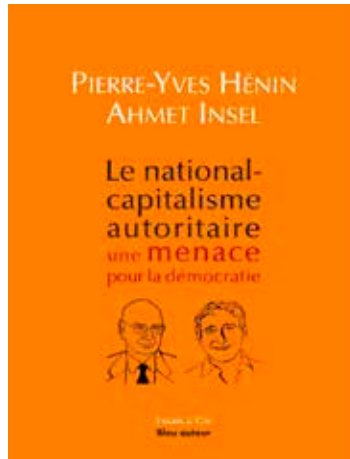
Le national-capitalisme autoritaire, une menace pour la démocratie,

Pierre-Yves Hénin et Ahmet Insel,
les éditions Bleu autour, 2021,
108 pages, 13 euros.

Nous avons demandé à Monsieur Ahmet Insel, co-auteur du livre, quels sont les traits caractéristiques du national-capitalisme autoritaire.

Ahmet Insel : Depuis une dizaine d'années, le modèle démocratique occidental, victorieux de la Guerre froide, se trouve confronté simultanément à des remises en cause interne et externe. A l'exemple de la Chine, la combinaison d'un régime économique capitaliste maintenu et de l'autoritarisme politique a permis de consolider des régimes non démocratiques en Russie comme en Turquie, en Inde ou en Hongrie. Ces pays ont quitté le sentier de démocratisation au profit de régimes conservateurs autoritaires-nationalistes mais poursuivent une trajectoire capitaliste de développement.

Ces régimes utilisent comme argument de légitimation une référence identitaire, qui renvoie généralement à une culture nationale. Leur nationalisme identitaire



permet d'opposer les valeurs déclarées comme locales à l'universalisme des droits de l'homme. Ces autoritarismes dénoncent les effets pervers de la mondialisation libérale mais en même temps ils mettent en place une politique répressive pour continuer à bénéficier des avantages concurrentiels (faible coûts salariaux, faible protection sociale et environnementale) et poursuivre une politique clientéliste et corrompue en s'appuyant sur des entreprises formellement privées mais adossées directement aux ressources de l'Etat..

Le concept de national-capitalisme autoritaire (NaCA) désigne le mode d'organisation politico-économique qui sous-tend ces 'variétés' de régimes autoritaires contemporains, au-delà de leurs différences en matière de niveau d'autoritarisme comme d'insertion internationale.

Le livre s'interroge aussi sur le succès de ces régimes dans le futur, sur leur réelle compétitivité économique et les conditions de leur stabilité sociale et politique. Ces interrogations se trouvent aussi au cœur des incertitudes qui affectent l'avenir des démocraties et de l'ordre mondial.



Jamais résignés! parcours d'un résistant au xx^e siècle

Peter Gingold, L'harmattan, 190 pages. 22 €.

Quelques mots de Siegmund Gingold, le plus jeune frère de Peter

Nous étions six frères et sœurs, je suis aujourd'hui le dernier survivant de cette génération.

Nous aurions pu avoir une vie sans histoires. Mais l'Histoire est passée par là, et, comme une tornade, elle nous a emportés avec elle au cœur de la plus grande tragédie du xx^e siècle. Nous étions jeunes, la vie s'offrait à nous, mais elle a balayé nos rêves et nos projets d'alors. Pour autant, nous n'avons jamais perdu espoir, nous n'avons jamais cessé de croire qu'un avenir meilleur était possible.

Mon frère Peter avait un courage hors du commun. Militant convaincu, il a lutté dès son plus jeune âge pour la paix et pour un monde plus juste et plus humain. Il a souvent prouvé son courage extraordinaire et sa capacité à faire face à des situations difficiles. La façon dont il s'est sorti des griffes de la Gestapo, grâce à son imagination et à son aplomb, est incroyable. Il nous disait toujours : « *Ce jour-là, je suis né une deuxième fois.* »

En 2001, après le décès prématuré de mon fils Gérard, j'ai pris conscience que la mort pouvait survenir à tout instant. Cela m'a donné le courage d'écrire mes mémoires, malgré les difficultés que l'écriture représente pour nous, qui n'avons pas eu la chance de faire de grandes études. Mais cela est tellement nécessaire, si nous ne voulons pas que notre vécu disparaisse dans l'oubli. En 2005, alors qu'il savait que la maladie allait l'emporter, mon frère Peter a réuni ses dernières forces pour écrire le récit de sa vie, avec le soutien et les encouragements de son amie Sonja Axen.

À lui comme à moi, chacun de notre côté, il nous a paru important de coucher sur papier, notre vécu, nos souvenirs, notre enfance heureuse comme les années les plus noires de la guerre, et tous les combats que nous n'avons cessé de mener depuis. Nos vies sont intimement liées à l'histoire du xx^e siècle en Europe. C'est pourquoi nous voulons que nos témoignages soient une sorte de testament pour les jeunes générations, qu'ils les incitent à combattre courageusement toutes les injustices.

Je voudrais évoquer ici l'image de Peter tel qu'il nous est apparu lors de la célébration de son 90^e anniversaire à Francfort. C'était en mars 2006, seulement

quelques mois avant sa mort. Peter était né un 8 mars, jour qui est devenu la Journée internationale des droits de la femme: il disait chaque année que la date avait été choisie pour permettre à toutes les femmes de lui faire la fête, lui qui ne manquait jamais d'assister à une célébration de cette journée! Ce jour-là, Peter a rassemblé ses forces déclinantes pour nous offrir un grand discours. Avec son talent d'orateur et son charisme, il a captivé et ému toute l'assistance, nous faisant passer du rire aux larmes. Son regard était vif et pétillant, il y avait en lui une énergie incroyable, comme une flamme qui ne s'éteint jamais.

Il était resté svelte et d'une allure élancée. Jusqu'aux derniers mois de sa vie et malgré son grand âge, il allait chaque jour courir une demi-heure dans le bois communal qui jouxte son quartier. Lorsqu'on lui demandait

le secret de sa forme, il répondait: la marche. Marcher, toujours. Et il ajoutait non sans malice que les occasions de marcher ne manquent pas, que chaque week-end ont lieu des manifestations, et qu'il y a toujours, hélas, de très bonnes raisons pour aller manifester.

Nous n'oublions pas non plus les derniers mots de son discours, comme en écho à ceux de Stéphane Hessel: « *Indignez-vous!* ». Peter disait: « *Nie resignieren!* », « *Ne vous résignez jamais!* » C'est ce message essentiel qu'il voulait nous transmettre, comme un relais qu'il déposait en nous, cette espérance qui a guidé sa vie entière depuis les heures décisives de la Résistance, avec la volonté de tout faire pour conduire l'humanité sur le droit chemin, celui de la paix et du bonheur

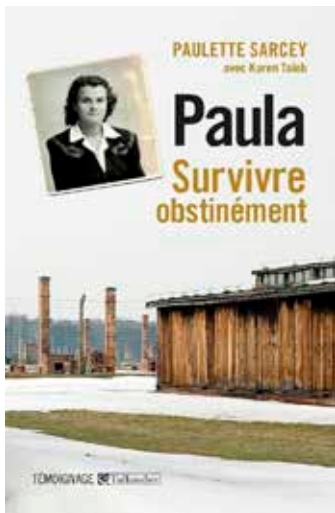
pour tous les hommes.

Le livre de Peter a été édité en 2009 en Allemagne aux éditions PapyRossa par le Dr Ulrich Schneider, avec l'aide des deux filles de Peter, Alice Czyborra et Silvia Gingold, et de Sonja Axen, la compagne des dernières années de sa vie.

J'ai voulu que ce livre soit également publié en France, d'une part parce que Peter était resté très attaché à la France, en particulier à son esprit de résistance, et d'autre part pour que son témoignage soit accessible aux lecteurs français et qu'il permette de mieux faire connaître la contribution des Allemands à la Résistance.

Siegmund (Simon) Gingold est le plus jeune frère de Peter. Il a publié en 2004 Mémoires d'un indésirable, Harmattan, Collection Mémoires du xx^e siècle.





Paula, survivre obstinément

**Paulette Sarcey et
Karen Taieb (contributeur),
Tallandier, 19,80 €**

Rescapée d'Auschwitz, militante communiste et compagnon d'armes sous l'Occupation d'Henri Krasucki, qui vient d'avoir 16 ans quand Pétain signe l'acte de capitulation de la France le 22 juin 1940 et se voit octroyer les pleins pouvoirs par l'Assemblée nationale.

Issue d'une famille ouvrière d'émigrés polonais fuyant la mi-

sère et les persécutions antisémites, arrivée en France l'année qui précéda sa naissance – son père, ouvrier du cuir, militant syndicaliste et communiste, avait déjà fait de la prison dans son pays; sa mère travaillait dans la confection – Paula fréquente les milieux syndicalistes et communistes de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) du quartier de Belleville dans les années 1920 et 1930.

Le foulard rouge des « pionniers » noué autour du cou, elle participe aux fêtes et soirées des salles de la Mutualité ou de la Bellevilloise et vend à la criée, tous les dimanches au métro Belleville, le journal *Mon Camarade* à côté de son père vendant la *Naïe Presse*, quotidien progressiste et antifasciste d'expression yiddish. Elle participe aux actions de solidarité auprès de l'Espagne républicaine.

C'est au cours de l'été 1940 qu'elle crée, avec Henri Krasucki et Pierre Beckerman, le premier « triangle » de résistance clan-

destine du XX^e arrondissement, qui manifesterait contre l'Occupation et le gouvernement Pétain-Laval

Le 14 juillet 1941, habillé de bleu-blanc-rouge. « *Nous faisons des lancers de tracts sur les marchés, dans les cinémas de quartier, dans les usines et les métros. Les gens les ramassaient, mais ne les lisaient pas sur place. On faisait aussi des actions spectaculaires. On brûlait des poteaux indicateurs le soir. Dans la rue des Panoyaux, à l'occasion du 25^e anniversaire de l'Armée rouge, on a accroché un drapeau rouge le long d'un fil électrique. Il est resté deux jours. Ce sont les pompiers, sous la menace de la police française, qui l'ont décroché.* »

Responsable des jeunes de la MOI avec Henri Krasucki sur la capitale, elle est arrêtée par les policiers français des brigades spéciales avec son compagnon d'armes le 23 mars 1943 alors qu'ils occupaient une planque située près de la porte de Bagnolet. Internée à Drancy, déportée à Auschwitz-Birkenau le 23 juin, elle sera libérée début mai 1945 après une « marche de la mort » qui l'avait conduite à Ravensbrück puis à Neustadt. De son retour des camps de la mort, elle n'eut de cesse de militer et de convaincre que le fascisme et l'extrême droite était l'ennemi des travailleuses et du peuple.

Quelques années avant son décès, sentant ses forces diminuer, elle a tenu à écrire un témoignage poignant et pédagogique pour que, comme elle le disait elle-même souvent, « *plus jamais ça!* » :

« *À mon retour d'Auschwitz, le 22 mai 1945, j'ai eu la chance inouïe de retrouver à Paris ma famille miraculeusement épargnée. Je n'ai ni oublié, ni pardonné et j'ai tenu parole : j'avais promis à mes camarades de déportation de tout raconter. Aujourd'hui, souvent inquiète pour l'avenir, je suis heureuse que mon histoire puisse être lue par tous.* »

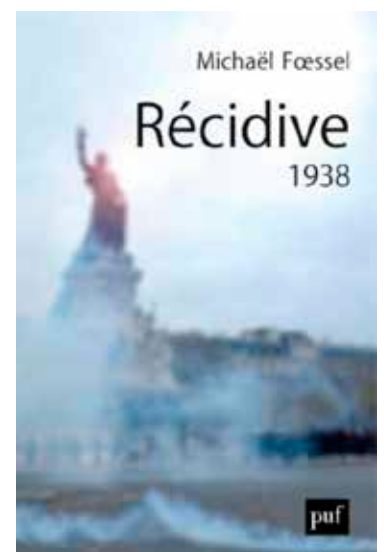
Récidive 1938

Michaël Fœssel, PUF, 2019

Résumé de l'éditeur

Tombé presque par hasard sur l'année 1938, un philosophe inquiet du présent est allé de surprise en surprise. Au-delà de ce qui est bien connu (les accords de Munich et la supposée « faiblesse des démocraties »), il a découvert des faits, mais aussi une langue, une logique et des obsessions étrangement parallèles à ce que nous vivons aujourd'hui. L'abandon de la politique du Front populaire, une demande insatiable d'autorité, les appels de plus en plus incantatoires à la démocratie contre la montée des nationalismes, une immense fatigue à l'égard du droit et de la justice : l'auteur a trouvé dans ce passé une image de notre présent.

Récidive ne raconte pas l'histoire de l'avant-guerre. Il n'entonne pas non plus le couplet attendu du « retour des années trente ». Les événements ne se répètent pas, mais il arrive que la manière de les interpréter traverse la différence des temps. En ce sens, les défaites anciennes de la démocratie peuvent nous renseigner sur les nôtres. Récidive est le récit d'un trouble : pourquoi 1938 nous éclaire-t-elle tant sur le présent ?



Michaël Fœssel est philosophe, professeur à l'École polytechnique. Il est l'auteur d'une œuvre philosophique remarquée, dont Le Temps de la consolation (Seuil, 2015), La Nuit. Vivre sans témoin (Autrement, 2017) et L'Avenir de la liberté (PUF, 2017).



Au nom des femmes, « fémonationalisme », les instrumentalisations racistes du féminisme

Sara R. Farris, Syllepse, 2021

Au nom des femmes est une vaste étude sur les liens entre le racisme et le féminisme qui explore l'émergence de discours et de revendications concernant les droits des femmes émanant d'un ensemble improbable de partis politiques nationalistes de droite, de néolibéraux-ales et de théoricien-ne-s et responsables politiques féministes en France, en Italie et aux Pays-Bas. Pour décrire cette exploitation et cette introduction de thématiques féministes dans leurs campagnes islamophobes et xénophobes, l'auteur a forgé le terme « fémonationalisme ».

Sara R. Farris démontre qu'en qualifiant les hommes musulmans de dangereux pour les sociétés occidentales et d'opresseurs à l'égard des femmes tout en insistant sur la nécessité qu'il y aurait à sauver les femmes musulmanes et immigrées, ces groupes et ces politiques d'État se servent de l'égalité de genre pour justifier leur rhétorique et leurs politiques racistes.

Activités internationales

Pierre COUTAZ

Co-animateur de l'Espace International

Courriel : p.coutaz@cgt.fr

Tél : 01 55 82 82 91

Port. : 06 12 80 09 80

Tristan CHEVALIER

Droits et libertés

Courriel : t.chevalier@cgt.fr

Tél. : 01 55 82 83 20

Mohamed LOUNAS

Europe - Firmes multinationales

Courriel : m.lounas@cgt.fr

Tél : 01 55 82 82 21

Portable : 06 07 16 51 20

Özlem YILDIRIM

Co-animatrice de l'Espace International

Mél : o.yildirim@cgt.fr

Tél : 01 55 82 82 83

Portable: 06 51 28 73 01

Romain DESCOTTES

Altermondialisme, justice climatique et avenir du travail

Courriel : r.descottes@cgt.fr

Tél. : 01 55 82 76 58

Portable : 06 52 64 97 96

Denis MEYNENT

Europe

Courriel : d.meynent@cgt.fr

Tél : 01 55 82 82 78

Portable: 06 08 52 44 76

Boris PLAZZI

Membre du Bureau Confédéral

Boris.plazzi@ftm-cgt.fr

Tél. : 01 55 82 82 89

Portable : 06 70 21 01 55

Nejat FEROUSE

Migrations internationales
Afrique du Nord & Moyen Orient

Courriel : n.ferouse@cgt.fr

Tél : 01 55 82 82 76

Portable : 06 16 41 19 71

Marie-Christine NAILLOD

Amériques/CPOM - Coopération au développement

Courriel : mc.naillod@cgt.fr

Tél : 01 55 82 82 92

Portable : 06 27 79 60 49

Stéphanie BAVARD

Assistante de Direction

Courriel : s.bavard@cgt.fr

Tél : 01 55 82 82 90

Sylvain GOLDSTEIN

Asie & Pacifique - Questions économiques internationales

Courriel : s.goldstein@cgt.fr

Tél : 01 55 82 83 19

Portable : 06 52 82 23 50

Renata TRETIKOVA

Europe de l'Est - Gestion des projets européens et internationaux

Courriel : r.tretiakova@cgt.fr

Tél : 01 55 82 82 79

Portable : 06 23 50 22 63

François BILEM

Activités de formation au plan international

Courriel : f.bilem@cgt.fr

Portable: 06 31 55 02 15

An LE NOUAIL-MARLIÈRE

Europe – Egalité Femmes/Hommes

Courriel : a.lenouail@cgt.fr

Tél : 01 55 82 82 63

Portable : 06 89 24 90 83

Jean-Baptiste CALLEBOUT

Afrique – Altermondialisme, solidarité entre territoires

Courriel : jb.callebout@cgt.fr

Tél : 01 55 82 82 86

Portable : 06 20 85 83 84



RÉSOLUMENT



ANTIFASCISTES !



HIER COMME



AUJOURD'HUI

